

S'engager pour un nouveau

PLACE AUX JEUNES

« Faire Ensemble »

IL FAUT BIEN QUE
JEUNESSE
SE PLACE!

COMMENT DONNER UNE REELLE PLACE AUX JEUNES DANS LA TRANSITION ECOLOGIQUE DU TERRITOIRE ?

Un projet porté par le GRAINE Rhône-Alpes en partenariat avec la Métropole de Lyon. 2014-2015



GRANDLYON
la métropole

Introduction

À l'issue des 3^e Assises de l'Éducation à l'Environnement vers un Développement Durable qui se sont tenues à Lyon en mars 2013, le GRAINE Rhône-Alpes, réseau régional pour l'EEDD soulignait l'importance de :

- **Mutualiser et développer les compétences des acteurs de l'EEDD pour développer la participation des jeunes aux instances décisionnelles, démarches et projets d'EEDD.**
- Expérimenter la mise en œuvre d'une formation croisée multi-acteurs (animateurs, enseignants, techniciens de collectivités, salariés d'entreprise, élus ...) sur un territoire.

Ces deux objectifs ont guidé ce projet dont le processus et les résultats sont retracés dans ce document.

La participation active et reconnue des jeunes constitue un levier essentiel dans la prise en compte du développement durable. En ce sens, l'EEDD peut aider à repenser l'éducation, en permettant aux enfants, adolescents et jeunes adultes de s'impliquer dans la vie de leurs territoires. En leur donnant les moyens de prendre des initiatives et d'agir avec les autres. Il s'agit de favoriser une éducation au choix qui invite à l'engagement dans l'amélioration de la qualité de vie de tous, dans tous lieux d'éducation et tous projets éducatifs locaux.

Dans l'EEDD comme ailleurs, les pédagogies actives comme la pédagogie de projet sont encore trop souvent exclusivement pensées par les adultes. Plusieurs outils, démarches et expériences ont néanmoins déjà été mises en place et ont montré la capacité d'innovation des acteurs, elles doivent être partagées. C'est l'objet des expériences et méthodologies décrites dans ce document.

La formation des acteurs de l'EEDD est un moteur important pour renforcer les moyens (compétences, ressources humaines et financières, etc...) et pour le développement de projets multi partenariaux sur un territoire. Ce développement passe par une meilleure connaissance des acteurs entre eux et par la co-formation qui favorise l'enrichissement et le croisement des pratiques pédagogiques et d'accompagnement des projets, entre des personnes issues de métiers, de sphères et d'institutions différentes.

C'était tout l'enjeu de concevoir ensemble avec les acteurs concernés, dans une démarche active de participation, un temps de formation croisée multi acteurs sur la participation des jeunes à la transition écologique. Ce qui a été mis en place lors de la Journée du 11 mars 2015 qui avait pour ambition de repenser l'éducation en donnant les moyens aux jeunes de s'impliquer à l'échelle de leur territoire : vers une éducation au choix invitant à l'engagement pour l'amélioration de la qualité de vie de tous. Et pour les acteurs éducatifs présents de progresser collectivement sur les manières de trouver des jeunes, de monter un projet avec eux et de développer des méthodes d'animation favorisant leur participation.

Ce document est issu des entretiens menés avec des acteurs de la transition écologique ou de la démocratie participative régulièrement confrontés à la question de la participation des jeunes dans leurs pratiques.

Il s'est enrichi des échanges des participants lors de la journée de formation du 11 mars 2015 qui s'est tenue à l'Hôtel de la Métropole de Lyon.

L'idée étant de mettre en lumière les outils, démarches et expériences afin de remarquer quels sont les moteurs, les freins et, plus important encore, les points de vigilance et ingrédients essentiels à prendre en compte pour mener ce type de projets avec des jeunes. Il a pour but de valoriser les expériences menées et d'être une boîte à idées et méthodes pour tous ceux qui envisagent une démarche similaire.

Sommaire

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
ELEMENTS DE METHODES : UNE DEMARCHE DE PROJET	4
A. Les étapes du projet	4
B. Partenaires du projet	4
C. Objectif des entretiens	6
D. Le guide d'entretien	6
LA PLACE DES JEUNES : DIAGNOSTIC PARTAGE	7
A. Éléments de définitions	7
B. Les constats sur la participation des jeunes	8
C. Les points de vigilance pour favoriser la participation	10
D. Les ingrédients pour susciter et permettre la participation	11
LES EXPERIENCES A PARTAGER	15
Expérience 1	16
Aménagement concerté des cours d'écoles	16
Expérience 2	19
Défi écoles énergie	19
Expérience 3	22
Pédagogie de projet avec une classe pour éduquer à la biodiversité	22
Expérience 4	25
Ateliers étudiants écocitoyens, clubs écocitoyens en collèges et lycées	25
Expérience 5	28
Ateliers : produire de l'information avec les jeunes.	28
Expérience 6	30
Sciences participatives au lycée sur les abeilles sauvages	30
Expérience 7	32
Forum des enfants citoyens	32
Expérience 8	33
Interventions et comités environnement dans les lycées	33
Expérience 9	35
Éduquer aux questions socialement vives en environnement, favoriser la participation des étudiants.	35
Expérience 10	37
Conseil de Développement, Forum des jeunes pour le Plan Climat, Rencontres de l'engagement citoyen	37
UNE JOURNEE DE CO-FORMATION MULTI-ACTEURS	39
A. Présentation de la journée de co-formation	39
B. Introduction de la journée	40
C. Le débat mouvant	41
D. Jeu en grand groupe	42
E. Les ateliers	44
F. Évaluation de la journée :	45
CONCLUSION	46

Éléments de méthodes : une démarche de projet

A. Les étapes du projet

1. Entretiens avec 12 acteurs partenaires ;
2. Élaboration d'un document de synthèse des entretiens et proposition d'une co-formation.
3. Réunion d'enrichissement du projet de co-formation élaboré à partir des entretiens.
4. Élaboration du programme de la journée de co-formation.
5. Préparation des ateliers avec les intervenants.
6. Réalisation de la journée de co-formation.
7. Rédaction du recueil d'expérience.
8. Enrichissement de ce recueil.

B. Partenaires du projet

12 entretiens qualitatifs ont été menés avec des acteurs issus de différentes sphères (associations d'EEDD et d'éducation populaire, éducation nationale, collectivité) étant chacun en prise avec cet enjeu de la participation des enfants ou des jeunes.

Structure	Projet ciblé	Personnes entretenues
Associations d'EEDD		
Les Robins des villes	Aménagement concerté des cours d'écoles	Fabien Bressan et Fabienne Guisle , Association Robins des Villes. Cette association questionne la place de l'enfant dans la ville et porte un dispositif d'aménagement concerté des cours d'écoles où les enfants deviennent concepteurs de l'espace qu'ils utilisent.
Agence Locale de l'Énergie	Défi écoles énergie	Yvan Bidalot , chargé de mission éducation – écoconsommation à Agence Locale de l'Énergie. Il anime le dispositif « Défi école énergie » qui permet à des classes de se réapproprier leur bâtiment scolaire à travers un projet participatif où les enfants diagnostiquent la consommation énergétique du bâtiment, puis formulent des propositions pour la limiter vers un résultat concret sur les consommations du bâtiment.
FRAPNA Rhône	Pédagogie de projet avec une classe pour éduquer à la biodiversité	Cédric Bonvoisin , animateur nature à la FRAPNA Rhône. Il a mené de nombreux projets en milieu scolaire et notamment un projet en pédagogie de projet avec une classe, dans un processus ambitieux qui place les enfants au cœur de leurs apprentissages.
Anciela	Ateliers étudiants écocitoyens, clubs écocitoyens en collèges et lycées	Martin Durigneux et Fanny Viry , président et chargée de la formation d'Anciela. Ils mènent plusieurs démarches participatives en lien avec des jeunes du collège aux études supérieures ou jeunes actifs, afin de leur permettre de développer leur pouvoir d'agir et la prise d'initiatives pour la transition écologique et démocratique de la société.

Fréquence Ecoles	Ateliers : produire de l'information avec les jeunes.	Pauline Reboul , codirectrice de l'Association Fréquence Ecoles. Association d'éducation au média qui mène des ateliers où les jeunes sont actifs dans un cadre contraint pour une mise en situation visant à une production médiatique porteuse de sens.
Arthropologia	Sciences participatives au lycée sur les abeilles sauvages	Frédéric Vyghen , Ingénieur en écologie et en gestion de la biodiversité, Association Arthropologia. Il accompagne un protocole scientifique participatif dans les lycées agricoles pour obtenir des données sur les abeilles sauvages.
Association d'éducation populaire		
Francas du Rhône	Forum des enfants citoyens	Bernard Noly , Directeur des Francas du Rhône. Association d'éducation populaire qui anime le forum des enfants citoyens qui réunit des enfants venus de différents centres de loisir pour un temps de réflexion et d'expression sur un sujet de société.
Association étudiante		
Conscience et Impact Ecologique	Interventions dans les lycées pour susciter le passage à l'action à travers des comités environnement.	Floyd Novak , étudiant en sciences politiques, fondateur de l'association Conscience et Impact Ecologique, trésorier de l'association Fac Verte Lyon. Cette association étudiante propose des interventions et un accompagnement dans les lycées dans un format suscitant l'intérêt et le passage à l'action des lycéens.
Education nationale / enseignement supérieur / sciences de l'éducation		
ESPE de Lyon	Eduquer aux questions socialement vives en environnement, favoriser la participation des étudiants.	Olivier Morin , enseignant-chercheur, Espé de Lyon. En tant que formateur de futurs enseignants il mène une recherche sur les méthodes pédagogiques permettant d'éduquer aux questions socialement vives en environnement s'appuyant sur une évolution du rapport au savoir.
Inspection Académique du Rhône	Projets et dispositifs participatifs en EEDD en milieu scolaire	Béatrice Venard , Enseignante, conseillère pédagogique pour l'Académie du Rhône en charge de l'EEDD. Apporte une vision pédagogique globale sur les démarches pour mener des projets d'EEDD en école primaire, ainsi que les freins et leviers
Elus et/ou techniciens en charge de la démocratie participative et/ou de la transition écologique		
Grand Lyon, direction Stratégie d'Agglomération,	Plan d'Éducation au Développement Durable	Olivier Martel , Responsable du plan d'éducation au développement durable, Métropole de Lyon. En relation avec l'ensemble des partenaires associatifs et institutionnels des acteurs de l'EEDD, il porte la parole d'une collectivité engagée dans l'EDD à travers un Plan qui lui est dédié.
Grand Lyon, Direction prospective et Dialogue Public	Conseil de Développement, Forum des jeunes pour le Plan Climat, Rencontres de l'engagement citoyen	Emmanuelle Gueugneau , chargée de mission participation citoyenne, elle est en prise directe avec le Conseil de Développement qui est l'instance de concertation citoyenne du Grand Lyon.

C. Objectif des entretiens

L'idée centrale de ces entretiens qualitatifs semi-directifs était de permettre l'élaboration d'un diagnostic partagé sur la place des jeunes dans les projets éducatifs et instances participatives :

- Recueillir les pratiques/compétences en matière de participation des jeunes auprès des différents acteurs sur le territoire grand lyonnais (Identifier les pratiques à partager, les constats positifs et négatifs, partager les problématiques, les axes de progressions).
- Mettre en lumière les éléments de définition partagés, les enjeux, les freins et leviers.
- Partager et enrichir ces constats :
 - o La jeunesse est une priorité aux plus hauts niveaux politiques mais les acteurs (collectivités, associations) sont souvent démunis pour inviter les jeunes à participer à des projets.
 - o Les jeunes sont trop souvent perçus comme un public plutôt que comme parties prenantes à associer.
 - o La participation des jeunes à la transition écologique et sociale ne fonctionnera pas si les associations locales et les collectivités ne s'interrogent pas sur les modalités pour les associer.

D. Le guide d'entretien

L'ensemble des entretiens a été mené selon le guide ci-dessous.

- Globalement, quel(s) constat(s) faites-vous sur la question de la participation des jeunes à la transition écologique du territoire ? Selon vous, que faudrait-il faire ?
- Quelle(s) action(s) menées en termes de participation des jeunes (participation à la transition écologique ou non) ? (description du projet, de l'action, de l'instance...) :
 - o Données factuelles : nb de personnes, durée d'existence de l'action ou de l'instance,
 - o Origine du projet / historique de la création de l'instance, sens de la démarche
 - o Pilotage et animation : coordination, méthodologie d'animation, fonctionnement de l'instance, modalités de « recrutement » des jeunes ...
 - o Points + et points -
 - o Résultats concrets valorisés/valorisables
 - o Ressources existantes sur le projet/l'action/l'instance
- Quel degré de participation des jeunes aux prises de décisions, orientations du projet ? Que font les jeunes concrètement ? Sont-ils réellement amenés à décider ou proposer ? (coconstruction, consultation, décision, ...)
- Forts de cette expérience, quelle pratique aimeriez-vous partager avec les autres: méthode, outil, retour d'expérience ?
- Quels seraient vos besoins en termes de formation, envie de progresser sur ? Envie de réfléchir collectivement à ?...

A. Éléments de définitions

Les entretiens ont tous permis d'aborder la question de la participation des jeunes, chacun sous des angles et des perspectives différents. Ils ont permis de dégager des éléments de définition sur la notion de « participation » et sur la notion de « jeune ».

Qui sont « les jeunes » ?

Dans le cadre de ce projet, nous considérons comme « jeunes » : les enfants, les collégiens, les lycéens, les étudiants et les jeunes actifs et non actifs, dans et en dehors du cadre scolaire.

D'après les interviewés nous pouvons dire que les « jeunes » sont les personnes qui sont « encore en posture d'apprentissage ».

On voit émerger des entretiens un consensus critique autour de l'idée qu'il n'y a pas les « jeunes » mais des publics spécifiques au sein des jeunes. « *On ne peut pas restreindre la personne jeune à sa jeunesse, elle a des compétences, sait beaucoup de chose et agit* ». Souvent, on vient chercher la vision d'un jeune « le jeune » parfois « le jeune de quartier » et **c'est difficile pour eux d'être considérés en dehors de ce seul statut de jeune**. La neutralité des services publics qui essaient d'uniformiser tout le monde derrière « la jeunesse » ne permet pas de voir ce que chacun peut apporter dans sa singularité. On dénote trop souvent une perception de la jeunesse très condescendante qui ne reconnaît pas l'initiative mais les compare au reste de leur génération présumée nulle et non engagée dans la société.

Qu'est-ce que la participation ?

Même si le terme « participation » est perçu majoritairement par les personnes interrogées comme un concept valise aux contours flous, un faisceau de perceptions et de définitions convergent autour du concept.

Participer c'est :

- S'exprimer, exprimer un avis
- Participer aux instances démocratiques/participatives
- Participer aux instances de gouvernance et aux actions des associations existantes
- Créer des associations, des collectifs, des projets sur son territoire
- Voter
- S'impliquer
- Agir pour une évolution de la société (tous les formats sont possibles)
- Choisir
- Exercer son esprit critique
- Prendre conscience de son pouvoir d'agir
- Co-décider
- Être acteur de son territoire et en voir des résultats concrets
- C'est délibérer
- S'engager dans l'action

Une certaine gradation semble apparaître : de la prise de conscience à la participation aux instances ou aux actions en passant par l'expression de son avis voire la coconstruction d'un avis collectif.

Quelle est la place de l'éducation ?

Plusieurs questionnements sur la place de l'éducation ressortent des entretiens :

- L'éducation précède-t-elle la participation ou inversement ? Quelle est la place de l'éducation dans les processus de démocratie participative et de concertation ?

- C'est le rôle des collectivités que d'être à l'écoute des jeunes et des citoyens, mais se pose la question du comment ? Et du rôle que les associations peuvent jouer pour favoriser cette participation.

Le pari que font les acteurs éducatifs est que si quelqu'un apprend à participer à des projets, à considérer collectivement les problématiques locales pendant sa jeunesse, alors on peut penser que dans sa vie citoyenne et adulte il continue d'avoir cette posture. « Le fait que les enfants soient acteurs, expérimentent, décident, on peut espérer que ça reste pour la vie ».

B. Les constats sur la participation des jeunes

Globalement l'ensemble des acteurs interrogés ont du mal avec ce concept de participation des habitants et pas uniquement des jeunes. La notion de participation est plus souvent portée comme un élément de discours qu'une réalité « *les partis politiques disent qu'il faut participer mais ne montrent pas l'exemple, il y a souvent une contradiction entre le discours participatif et la réalité de la participation* », rares sont les démarches qui permettent une réelle participation des citoyens (aussi bien dans les instances démocratiques que dans les projets associatifs).

Le constat est partagé que la participation des jeunes est aussi faible que celle de tous les citoyens, cela procède d'un seul et même problème global. Nous remarquons tous la désaffection de nos concitoyens pour la chose publique. Cela étant dit, nous reconnaissons que nous menons trop peu d'actions qui permettent une vraie place aux jeunes en tenant compte de leurs spécificités.

Participation des jeunes : objet politique ou objet éducatif ?

Une ambiguïté à lever est signalée par plusieurs acteurs : **est-ce que la participation des jeunes est nécessaire pour la Cité ou est-ce un moyen de développer les compétences de citoyenneté des jeunes ? Est-ce que par ces projets/instances on vise à une éducation citoyenne des jeunes ou à recueillir l'avis des jeunes ?** Les deux sont compatibles, mais il est beaucoup plus difficile de prendre réellement en compte leurs avis en leur donnant de la valeur et donc du pouvoir. « *Quel pouvoir les institutions sont-elles prêtes à laisser aux « participants » ? Si on parle de participation c'est bien pour avoir un pouvoir in fine.* »

De la même manière il est nécessaire se poser la question, en tant qu'éducateur : « **considérons-nous les enfants ou les jeunes comme légitimes pour décider, proposer... ?** », les démarches participatives viennent forcément questionner le rapport « sachant-apprenant ».

Des spécificités pour une participation difficilement attrapable chez les jeunes adultes

Globalement, on sait qu'il y a chez les jeunes de nombreuses énergies, « *ils ont plein d'idées et pourraient être une force d'actions sur le territoire* ». Cela dit, **on reconnaît aux jeunes adultes des formes de participations dispersées, pas toujours politisées, inconnues des institutions, souvent communautaires et éphémères.**

Il y a de nombreuses initiatives (chez les étudiants ou jeunes actifs) à travers l'entrepreneuriat, la création d'associations, des actions collectives, mais cette participation est souvent informelle et non politisée, ils ne l'inscrivent pas dans un combat de société plus large. « *Les jeunes s'engagent quelque part car ils sont indignés par une cause puis montent en généralité dans leur lutte* », « *Souvent des petits groupes de jeunes entre eux agissent dans leur coin sans se soucier de la reconnaissance institutionnelle, si on ne va pas vers eux on n'a pas les infos. Pourtant ils sont souvent porteurs d'expériences qui ne coûtent pas cher et sont pleines d'énergie* »

« *Dans leurs initiatives, ils ont l'impression d'être innovants mais réinventent souvent des choses qui existent* ». Comme ils n'ont pas commencé leur parcours professionnel il y a moins d'accroche pour qu'ils participent aux instances démocratiques, **ils ne sont pas encore attachés à un territoire ou un champ professionnel.**

Les jeunes adultes ont **une temporalité et une mobilité qui leur sont propres** qui rend difficile leur engagement sur le long terme au-delà d'une année et même pendant l'année en fonction des examens et des opportunités d'emploi, de ce fait l'engagement est peu pérenne et la transmission des initiatives est difficile d'une année sur l'autre.

Un manque d'éducation à la participation, à l'environnement et à la connaissance du territoire et de son fonctionnement démocratique

La majorité des personnes interrogées déplorent que **les jeunes n'aient pas été formés à inventer des solutions et à être acteurs ou auteurs de leurs savoirs et sont souvent passifs face à leurs apprentissages**, ce qui constitue un obstacle à leur participation.

Il est aussi précisé que les jeunes manquent de compréhension de tous les enjeux de la transition écologique parce qu'on ne leur en parle pas vraiment dans leurs formations.

Au-delà de ce manque de formation méthodologique, il apparaît aussi que **les jeunes ne connaissent pas les rouages des instances démocratiques et des institutions publiques, ni la culture associative locale**. *« Personne ne sait que le Conseil de Développement¹ existe », « Dès que les jeunes adultes sont motivés ils créent leur propre projet, leur propre association ou leur propre entreprise, parce qu'ils ne connaissent pas ou ne se retrouvent pas dans les associations existantes ».*

Peu de démarches qui permettent la participation des jeunes

D'une manière générale, le sentiment est partagé d'un manque d'actions éducatives permettant une participation des jeunes à part entière.

« Il prédomine encore beaucoup de descendant, de dispositif éducatifs de l'ordre de la sensibilisation avec la volonté de transmettre des messages pour former de « bons écocitoyens » avec en milieu scolaire une forme de participation qui pose question car elle est contrainte ».

Globalement *"dans les programmes participatifs ce sont souvent des publics déjà habitués à participer qui sont présents. Ou alors c'est biaisé car on amène un groupe de jeunes dans une instance participative mais ils n'y vont pas d'eux même"*.

Une très faible participation des jeunes aux instances démocratiques proposées par les collectivités. *"Nous ne sommes pas une société où les vieux doivent décider pour les jeunes pourtant ils sont absents des instances de démocratie participative, pourquoi ?"* Dans les entretiens réalisés nous faisons l'hypothèse que les plus « vieux » ne laissent pas de place aux jeunes et que les méthodes d'organisation du débat ne leur conviennent pas. *"Les jeunes ont envie de s'engager sur des objectifs très précis, pas forcément sur le plus général à travers les instances de démocratie participative"*. Les formats des instances participatives ne sont pas adaptés aux contraintes de jeunes et il y a un frein certain à leur participation qui est leur sentiment de **manque de légitimité** *« quand on a moins de 30 ans dans ces instances il faut être hyper solide sur une thématique pour se sentir suffisamment à l'aise et prendre la parole ».*

Au Conseil de Développement du Grand Lyon le collège des citoyens est composé de 55 personnes tirées au sort parmi environ 400 candidatures. Une pondération est envisagée pour qu'il y ait davantage de moins de 25 ans pour favoriser leur participation. Il est à noter qu'environ un tiers des candidatures proviennent des moins de 40 ans. *"L'enjeu ensuite est que les jeunes restent présents dans la durée ce qui n'est pas toujours le cas". Ces instances ne sont pas simples pour des jeunes, a fortiori peu diplômés. La plus grosse partie est bac + 4 ou 5 et viennent pour acquérir des compétences ou pour leurs recherches, et aussi dans le cadre de leur stratégie premier emploi pour connaître les acteurs et prendre des contacts.*

Il n'y a pas non plus beaucoup de jeunes dans les Conseils d'Administration des associations, ils ne passent pas plus par les associations pour se former à la participation et à l'exercice du débat pour un projet commun.

¹ C'est un organe consultatif, placé auprès du Conseil de communauté. Il est composé de représentants de la société civile. Il permet d'associer des citoyens, des acteurs économiques, institutionnels et associatifs à la réflexion sur l'avenir de l'agglomération

C. Les points de vigilance pour favoriser la participation

Un certain nombre de points de vigilance ont été collectivement pointés à travers les entretiens réalisés et les ateliers de la journée de co-formation.

Un des premiers points de vigilance réside dans le fait que **l'on ne s'adresse pas directement aux jeunes**, ce sont à chaque fois les enseignants motivés par qui ça passe, *"aussi parce qu'on ne s'adresse pas à eux directement dans les appels à projets et dans nos communications"*. De ce fait, les jeunes ne s'adressent pas directement aux acteurs existants pour mener des projets (notamment en milieu scolaire)

On revient aussi sur le problème du rapport au savoir construit dans les écoles en France, avec trop peu d'éducation à la complexité et au débat à l'école et dans tout le parcours scolaire.

En découle un deuxième point de vigilance qui est le **manque de formation des acteurs** :

- Manque de temps de formation continue des enseignants au-delà de demi-journées de conférences pédagogiques. Un plus grand nombre de formations des enseignants et animateurs semble essentiel afin qu'ils soient capables de ne pas laisser le groupe bloqué par telle ou telle contrainte.
- Problématique des intervenants associatifs qui ont la tête dans le guidon et manquent de prise de recul sur leur pratique. Il faut bien expliquer le projet aux enfants mais aussi les règles inhérentes qui doivent relever de la logique pour l'animateur. Celui-ci ne doit pas "diagnostiquer la méthode". Il semble indispensable de savoir s'adapter au contexte, au public et à son caractère "volatile".

Deux autres points de vigilance : le temps et l'argent pour l'accompagnement

Le temps que nécessite une démarche participative est rarement évalué à sa juste valeur et il en résulte que les financements nécessaires ne sont pas suffisamment alloués à l'accompagnement de ces démarches.

En termes de temporalité, il s'avère que l'essentiel des actions éducatives proposées sont ponctuelles et ne suscitent pas la pérennité de l'engagement des participants. Pourtant, à plus long terme, un travail sur la question de la pérennisation des actions est indispensable aussi bien en terme de fidélisation des participations qu'en termes financiers. Plus généralement, nous ne prenons pas assez en compte « le temps des jeunes » : leurs manières de s'engager et leurs façons de vivre.

Du côté des acteurs éducatifs, on dénote un **frein de l'ordre de la posture éducative** : les animateurs et les enseignants sont très « transmissifs ». **Ils ont du mal à investir sur le long terme une pratique participative, plus incertaine au quotidien que la pratique plus classique de cours magistral encouragée par l'institution.** Il est extrêmement rare de voir des démarches d'éducation à l'environnement où le protocole expérimental n'est pas déjà prédéfini, les enfants n'ont pas le choix de la démarche d'investigation. Les animations ne s'appuient pas suffisamment sur le recueil des représentations dans l'objectif de permettre aux participants de les faire évoluer tout au long du projet.

Des éléments issus des entretiens et des ateliers nécessitent d'être approfondis collectivement car ils expriment des positions différentes.

Est-ce problématique que les propositions des jeunes ne soient pas suivies d'actions ou de décisions ?

D'un côté on déplore le manque de mise en œuvre des propositions formulées par les enfants et les jeunes. Le temps d'appropriation par les établissements ou les collectivités est trop long pour que les enfants voient les résultats concrets de leurs propositions. *"Si on ne se donne pas les moyens pour que*

les propositions issues de la démarche participative soient réalisables on peut être totalement contre productifs".

De l'autre on estime que l'absence de réponse de l'institution aux propositions ou demandes des jeunes permet aussi d'apprendre *ce qui se passe en vrai et de réfléchir à la manière de changer ça, d'agir là-dessus.*

Une autre façon de voir la chose ressort des ateliers. La temporalité étant courte le passage à l'acte n'est pas obligatoire ; il ne faudrait pas rebuter les jeunes en cherchant absolument à les lancer dans un projet. Il peut donc être intéressant de chercher une autre finalité. De plus, c'est l'évaluation de l'impact global qui doit être privilégiée. En effet, se focaliser sur l'impact des projets peut nuire au processus d'apprentissage. Finalement, il est essentiel de garder à l'esprit que l'ensemble de cette démarche éducative a avant tout un effet sur le long terme.

Faut-il mettre en place des instances dédiées aux jeunes ?

Face au constat du manque de participation des jeunes aux instances existantes pour les causes évoquées plus haut peut émerger l'idée de développer des instances pour les jeunes, en dehors des instances démocratiques ce qui permet d'en adapter le format et de faciliter la prise de parole.

D'un autre côté, il est problématique de cataloguer par publics un lieu de concertation qui ne favorise pas les croisements et la prise en compte de la diversité des personnes.

Est-ce que les jeunes doivent participer à toutes les étapes et toutes les décisions ou alors faut-il donner un cadre contraint ?

Il est crucial de savoir équilibrer les temps formels et informels et diversifier les outils afin de renforcer l'aspect participatif. Malgré tout, il est difficile de faire comprendre la part d'imprévu liée à la démarche de projet participative, et difficile aussi de poser un cadre qui contraint la participation. Cela pose la question suivante : dans une démarche participative, toute la démarche doit-elle être co-construite par les jeunes ou faut-il poser un cadre contraint ?

D'un côté on déplore le manque de « culture participative » chez les partenaires institutionnels et financiers *« pour les enfants dans le cadre scolaire, il y a des contraintes thématiques, de volonté des enseignants et de cadre institutionnel et horaire imposé », « C'est difficile en milieu scolaire de faire de la Pédagogie de projet dont les élèves soient acteurs de A à Z et que tout ne soit pas calé en amont avec les enseignants », « C'est très difficile de mettre en place des projets dont les lignes ne sont pas écrites à l'avance (pour les financeurs, les institutionnels mais aussi les animateurs en EEDD) : la méthode est mouvante et résultat n'est pas préétabli ».*

Mais pour d'autres, il y a aussi une difficulté d'argumenter auprès des enseignants et des partenaires l'importance de la commande et de la contrainte de départ, *« ce n'est pas parce que les jeunes l'ont fait que c'est bien, la participation ne veut pas dire l'absence de cadre », « Ce n'est pas parce que le cadre institutionnel n'offre pas de réponse que tu n'as pas la capacité à en imaginer une, mais pour avoir cette compétence là il faut être capable de trouver de la ressource dans un cadre contraint d'où l'importance de l'éducation par la résolution de problème et de l'accompagnement. », « Ce qui est le plus porteur c'est ta capacité à t'adapter au cadre plutôt que de te faire fantasmer que tout est possible et que tu peux tout faire ? ».*

D. Les ingrédients pour susciter et permettre la participation

Favoriser la rencontre entre les jeunes et les acteurs de l'EEDD pour des projets en commun

Avant tout, **il est important de préciser que tous les interviewés et les participants aux ateliers s'accordent sur l'importance d'être très clair au départ sur le degré de participation, et de prise de décision des participants.**

La rencontre des jeunes avec les acteurs existants apparaît comme doublement vertueuse : pour les associations structurées, c'est une occasion de se renouveler et d'intégrer ou d'accompagner les

propositions des jeunes. Ce serait aussi l'occasion pour les associations d'accompagner les étudiants dans le lobbying auprès de leurs décideurs, de structuration, de partenariats...

Cela pourrait notamment passer par le fait de

- « *Se montrer là où sont les jeunes, dans les mouvements informels, prendre en compte leur temporalité* », ils ne savent pas où ils seront l'année suivante et n'ont donc pas d'ancrage territorial.
- Proposer dans les associations des démarches actives et efficaces pour permettre les initiatives des jeunes, car « *on passe toujours par les adultes encadrants : il n'y a pas de moments dédiés aux jeunes qui voudraient monter des projets. Pourquoi pas une bourse aux projets pour les élèves et non pas pour les enseignants ?* »
- Permettre dans les associations existantes des cadres d'engagement qui s'adaptent aux contraintes et spécificités des jeunes.

Favoriser la participation des jeunes aux instances participatives

Pour cela plusieurs pistes sont évoquées dans les entretiens :

- Faire en sorte que les acteurs associatifs deviennent plus « techniques » sur la dimension politique de la participation, au-delà des bonnes intentions, et qu'elles jouent un rôle d'interface entre les citoyens et les services publics en encourageant la participation aux instances démocratiques.
- Multiplier les lieux et les formes de participation, « *les participations massives, par exemple 150 jeunes à la Préfecture servent plus de faire-valoir sans beaucoup de fond* ». Pour associer les jeunes il ne suffit pas de les rassembler à un instant précis pour qu'ils formulent des propositions, c'est un travail de long terme. *Les instances de représentation des jeunes sont intéressantes mais ne vont pas loin sur l'aspect « représentation » et ne concernent que les jeunes qui y participent au final.*
- Porter une attention plus grande à la thématique qui est très importante et la façon dont sont organisés les débats.
- Prévoir des modalités de participation plus souples et plus adaptées à la temporalité des jeunes : « *ne leur demandons pas de s'engager sur un an mais laissons leur la liberté de venir à une réunion et de revenir ensuite s'ils le souhaitent* ».

Faire évoluer la posture des éducateurs, enseignants, adultes encadrants

Pour favoriser la participation, **l'éducateur a pour mission de poser des questions, d'éveiller la curiosité des enfants et des jeunes et de leur donner envie d'imaginer des solutions et d'agir.**

« *Pour les enseignants l'implication des élèves est une question de conduite de classe au sens large, pas au coup par coup, pratique coopérative globale* ». La démarche participative doit être présentée et animée comme un processus d'apprentissage continu pour toutes les parties prenantes (enfants, techniciens, enseignants, associatifs) plutôt qu'une forme éducative traditionnelle.

En outre, **la motivation est centrale**. Il est nécessaire de tout faire pour l'encourager. De même, une immersion réussie permettra de faciliter l'ensemble du projet et de **susciter les conditions de l'"alliance" entre enfants et encadrant**. Il faut aussi prendre le temps (parfois plusieurs dizaines d'heures), savoir s'adapter au public, aux contraintes et bien définir le rôle de chacun dans le projet (être clair sur la fonction de l'animateur notamment) tout en sachant donner de sa personne et favoriser la proximité en permanence. Identifier et être capable de valoriser l'intérêt des jeunes dans le projet/la structure est également un facteur de motivation tout comme la place laissée à la créativité ou la marge d'autonomie qu'on peut leur accorder selon leur âge, le contexte, etc.

S'il est indispensable de partir des besoins des jeunes, il faut prendre garde à ne pas projeter des attentes qui risquent de s'imposer. Cela rejoint un autre élément important consistant à encourager l'esprit critique et mettre en avant les biens communs et l'utilité sociale. L'éducation à la complexité est essentielle pour former à l'esprit critique et à l'exercice du débat à travers des méthodes qui favorisent la controverse, la remise en question du rapport au savoir et l'investigation.

Ainsi, il est nécessaire **d'être bienveillant mais de ne pas verser dans la condescendance**, « *C'est plus porteur de dire à une personne tu es intelligent mais ce que tu fais est nul plutôt que l'inverse* ». Ce n'est pas parce qu'elle vient de jeunes qu'une idée est systématiquement bonne. « *Dire « on a besoin de toi », « la mer, la nature, la société a besoin de toi » est plus porteur que de dire « ça va, c'est pas trop dur d'être jeune en ce moment ? »* »

Il semble également nécessaire d'identifier les écueils à éviter pour chacun des objectifs afin de minimiser les risques. Il paraît important d'avoir une réflexion précise sur le moment à choisir pour donner les contraintes aux jeunes afin de conserver la créativité tout en limitant la frustration. Pour autant, le rejet de la manipulation et **l'adoption en toutes circonstances d'une posture pédagogique** semblent être des règles constantes à respecter.

L'encouragement à la participation ne doit surtout pas prendre la forme d'une injonction ; il faut prendre l'initiative d'aller vers le groupe puis vers les différents individus qui le composent. Il n'est pas non plus question d'oublier une personne dans un groupe mobilisé.

De même, dans les projets de science participative, il est indispensable de prendre le temps de s'interroger sur le statut que l'on donne à la science qui ne doit pas prendre trop de place au volet social du projet.

Il ne faut pas oublier de parler aussi de la plus-value de la participation en montrant le côté attractif de l'engagement (développement de compétences, connaissance des rouages...). La participation est aussi souvent vécue comme un « *moteur social* » : aspect convivial de l'action citoyenne, rencontres, échanges, moments agréables et utiles, « *il faut remettre de la convivialité dans le système pour sortir des usines à gaz* ». **La dimension du plaisir d'agir est importante mais elle n'est pas assez soulignée**, tout comme **le levier de l'intérêt personnel à s'engager, s'impliquer, participer** « *il faut arrêter d'ignorer : je participe aussi pour moi, pas que pour le collectif* ».

D'une manière générale, il semble indispensable qu'il y ait une prise de conscience de la plus grande importance du "faire ensemble" que de l'action elle-même. L'intérêt de laisser une place à l'expérimentation ne doit pas non plus être négligé.

Pour les personnes interrogées, il faut **davantage insister sur les possibilités d'agir et les solutions**: donner aux jeunes des informations précises et convaincantes, mettre en avant les enjeux et les solutions à imaginer, montrer que c'est important et possible de s'investir en donnant des pistes.

Sur la forme de l'animation participative, plusieurs ingrédients sont cités

- Proposer des formes d'interventions adaptées et qui intéressent les jeunes : diaporama, extraits de films, humour...
- Être mobile et dynamique lorsqu'on anime une séquence avec les enfants.
- Varier les formes d'animation, ne pas être que dans le débat oral qui ne permet pas à tous de participer.
- Permettre le travail en groupe, alternance petits et grands groupes, « *dans un groupe plus on est différents plus on va loin* ».
- Sur un autre plan, les temps informels d'échange et la convivialité paraissent importants pour libérer la parole.
- Favoriser la confrontation entre pairs, « *on apprend plus en se confrontant aux autres* ».
- Multiplier les instances où les jeunes participent selon l'exemple des éco-délégués qui s'inscrivent dans le long terme dans leur participation, la représentation, la négociation avec les décideurs.

Sur la conduite de projet participatif

D'abord, **L'identification du public** doit être une première étape obligatoire. Puis, **partir des usages et attentes des jeunes** pour définir la participation, penser par les usages et les pratiques existantes chez les jeunes, par exemple sur les réseaux sociaux.

Il faudrait que la participation soit moins figée dans les programmes et les dispositifs pour qu'elle puisse davantage partir des enfants et des jeunes.

A minima dans une démarche de projet participatif il est essentiel de **partir des représentations des jeunes, de leur permettre de faire le diagnostic d'une situation, d'identifier le problème à résoudre.** « *Quand les enfants font un diagnostic eux même ils sont force de proposition* ».

La définition des objectifs est essentielle. De ce fait, il est vital de les définir et de distinguer ceux qui relèvent du scientifique et ceux qui relèvent du pédagogique afin de les rendre le plus complémentaire possible et de renforcer le caractère interdisciplinaire durant l'ensemble de la démarche. Il est évident que cette définition doit aussi être celle du public ciblé.

Pour faire de la **pédagogie de projet**, il faut intégrer des méthodes participatives à toutes les phases (préparation, immersion, recueil des représentations, choix des problématiques, résolutions des problèmes, partage, valorisation, évaluation).

L'évaluation continue permet de réajuster le projet dans une forme réellement participative, mais elle prend beaucoup de temps et reste souvent sous-estimée.

L'expression des valeurs ne doit pas être négligée. **Toute personne ayant des valeurs, il s'agit d'un élément moteur pour la participation.** De même, il paraît utile de permettre aux jeunes de rencontrer les personnes en lien avec leurs propositions ; cela permet une certaine "humanisation". La mise en valeur de l'expérience vécue par les jeunes peut sans doute constituer un facteur de motivation et de participation.

Plusieurs personnes soulignent l'importance de la **production, de la réalisation concrète** à l'issue d'une démarche qui est une étape essentielle du processus participatif

Les phases **d'évaluation et de valorisation** sont aussi essentielles car elles permettent de s'appropriier tout le projet et permettent à chaque participant de clarifier sa propre pensée pour la présenter à d'autres. « *L'évaluation partagée et participative permet une appropriation supplémentaire, c'est un peu la couche de ciment grâce à la formalisation et la retransmission* ». De même, l'évaluation de la démarche doit permettre de rendre compte des retombées sociales, de reconnaître et valoriser les pratiques locales et sa propre progression. Pour ce faire, il ne faut pas hésiter à s'approprier de nouveaux outils. Pour autant, la valorisation de ce qui a été accompli par les jeunes et le fait que chacun ait la possibilité de prendre du plaisir durant la démarche constituent sans doute les bases les plus importantes.

Il est nécessaire de conserver un cadre et des contraintes clairs. Pour autant, chacun doit pouvoir être acteur à sa façon. Il faut allier transparence et sourçage tout comme il faut allier valorisation et restitution.

Le partenariat multiple avec les décideurs et acteurs du territoire ou de l'institution

Enfin, l'importance du partenariat est soulignée à maintes reprises, permettant à la fois l'expertise, des approches pédagogiques originales et la connaissance du territoire. De plus, le fait d'associer la collectivité compétente dès le départ voire même les services techniques favorise la traduction du projet en action concrète et réalisable par la suite. **Les partenariats et la mise en réseau permettent de mutualiser les compétences.** L'idéal étant de pouvoir mettre en place une gouvernance partagée et d'organiser des temps collectifs de partage d'expérience. La co-construction, les partenariats et les discussions inter-structures sont également l'occasion de **déconstruire les représentations des acteurs** d'autant qu'une multiplicité de formes existe : des projets, des séminaires, de simples petits déjeuners, etc. Dans le cas d'un partenariat avec des structures menant des recherches universitaires, le débat peut facilement être mis en avant.

Les expériences à partager

On retrouve ici un certain nombre d'expériences, d'actions ou d'instances permettant la participation des jeunes sous des formes variées. Chaque expérience retrace la démarche globale, mais aussi les difficultés, les réussites, les leviers et freins rencontrés par les porteurs de projets.

Ces expériences pourront permettre aux acteurs actuels et futurs de prendre connaissance de pratiques existantes pour s'en inspirer en sélectionnant les éléments qui les intéressent afin d'améliorer leurs propres pratiques et en d'en initier de nouvelles.

Liste des expériences présentées

Structure	Projet ciblé
Les Robins des villes	Aménagement concerté des cours d'écoles
Agence Locale de l'Énergie	Défi écoles énergie
FRAPNA Rhône	Pédagogie de projet avec une classe pour éduquer à la biodiversité
Anciela	Ateliers étudiants écocitoyens, clubs écocitoyens en collèges et lycées
Fréquence Écoles	Ateliers : produire de l'information avec les jeunes.
Arthropologia	Sciences participatives au lycée sur les abeilles sauvages
Franças du Rhône	Forum des enfants citoyens
Conscience et Impact Écologique	Interventions dans les lycées pour susciter le passage à l'action à travers des comités environnement.
ESPE de Lyon	Éduquer aux questions socialement vives en environnement, favoriser la participation des étudiants.
Inspection Académique du Rhône	Projets et dispositifs participatifs en EEDD en milieu scolaire
Grand Lyon, Direction prospective et Dialogue Public	Conseil de Développement, Forum des jeunes pour le Plan Climat, Rencontres de l'engagement citoyen

- ➔ **Porteurs du projet** : Fabien Bressan et Fabienne Guisle de l'Association Robins des Villes.
- ➔ **Le projet en une phrase** : Un projet qui questionne la place de l'enfant dans la ville à travers un dispositif d'aménagement concerté des cours d'écoles où les enfants deviennent concepteurs de l'espace qu'ils utilisent.

A. Origine du projet / historique

Sur le terrain quand on fait de la concertation sur un espace public, une partie des gens qui viennent sont les enfants qui ont autant de choses à dire que les adultes. Et faisant par ailleurs des actions d'éducation, nous voulions un objet familier des enfants dans lequel on pouvait encourager une démarche de projet avec une concertation la plus poussée possible.

B. Participants, publics, parties prenantes

Le choix des élèves de CE2 permet aux enfants de vivre leur cour d'école réaménagée lorsqu'ils sont en CM2 (les travaux s'effectuent lors de leur année de CM1). Avec ce projet, on touche aux maths, à la géométrie, au travail en groupe : *"Les enseignants peuvent s'éclater sur la démarche pédagogique"*.

C. Objectifs

- **Concertation avec les enfants** : intégrer les besoins et les attentes des enfants (et des parents), en les amenant à se pencher sur les usages (comment utilisent-ils ce lieu aujourd'hui).
- **Un projet pédagogique** : faire un lien systématique avec les programmes scolaires (mathématiques, géographie, arts visuels et découverte du monde) au travers d'ateliers qui se déroulent en classe.
- **Un projet de sensibilisation à leur environnement** : associer, impliquer les enfants dans la vie et les transformations de leur école, partie de leur cadre de vie quotidien. À travers la présentation des métiers d'urbaniste et de paysagiste, faire des parallèles avec l'aménagement de la ville autour d'eux.
- **Un projet d'éducation à la citoyenneté** : tout d'abord dans le fait de concerter les enfants et de leur faire prendre conscience et de les impliquer dans la chaîne des acteurs techniques et politiques liés à cet aménagement. Puis en les faisant passer de projets individuels utopiques à une proposition collective unique et réaliste : choix argumentés, débattus, décision, pensée pour la collectivité.

D. Descriptif, démarche, déroulement

On part des écoles volontaires avec direction et enseignants volontaires. Ils sont rassurés aussi du lien avec le Plan d'Éducation au Développement Durable du Grand Lyon, l'Éducation Nationale, les Inspections Académiques... De leur point de vue, il y a une légitimité pédagogique.

Élaboré en partenariat, ce dispositif a rencontré les besoins des enseignants, des élus, des services éducatifs et du service travaux de la Ville de Lyon.

Concerté en amont avec la mairie, l'architecte et bien sûr en premier lieu avec les enfants... Les enfants observent puis analysent le fonctionnement de leur cour, proposent des aménagements, en terme de mobilier et de jeux et localisent leur place dans la cour. Le projet est ensuite présenté aux techniciens et élus afin d'être pris en compte pour l'aménagement futur.

"Parfois, c'est vraiment le projet d'établissement (une école avec des délégués qui participaient aux animations et rendaient compte à leur classe). Par exemple, si une fresque est imaginée, une autre classe bosse avec un artiste pour la concevoir..."

Ces différentes étapes et les outils qui y sont associés sont présentés aux élèves, sous forme d'introduction, lors du premier atelier. Il s'agit d'une démarche transversale, s'appuyant sur de nombreux champs disciplinaires. Il est intéressant de se fixer des objectifs globaux par rapport à cette intervention qui peut être adaptée en fonction du projet d'école ou simplement de l'ambition à l'échelle de la classe. L'utilisation par chaque élève d'un « carnet de bord » tout au long du projet, permettra de regrouper l'ensemble des documents réalisés, de recueillir toute sorte de remarques, dessins... et de voir ainsi le chemin parcouru par l'élève.

La durée de chaque atelier est d'une demi-journée, soit 3 heures, hormis le 11ème et dernier atelier (présentation) qui est souvent organisé en dehors du temps scolaire.

Certaines activités telles que la réalisation d'une maquette ou d'un grand plan de projet demandent beaucoup de temps. Il est possible que ces travaux nécessitent de se prolonger en dehors des ateliers proposés par les Robins des villes.

Une phase d'ANALYSE (ateliers 1 à 5), où l'on cherchera à dégager ce que les élèves savent de leur cour, et ce qu'ils en pensent en les invitant à explorer le terrain, à se poser des questions ...

- **1er atelier** : Les bases : présentation du projet, de la place des enfants et du métier d'« aménageur ».
- **2ème atelier** : observation par le biais de dessins, textes, questionnaire et prises de vues d'après questions. Analyse de leur cour et de leurs usages : pratiques, problématique, utilisations, conflits, groupes...
- **3ème et 4ème ateliers** : réalisation d'une maquette.
- **5ème atelier** : bilan et approfondissement de l'observation *in situ*.

Une phase de PROJET (ateliers 6 à 9), où nous nous plongerons dans l'imaginaire enfantin, dans un premier temps de façon complètement libre puis en s'ancrant progressivement dans la réalité. Il s'agit ici d'un travail créatif mais aussi citoyen aboutissant à des choix communs, concertés.

- **6ème atelier** : travail d'imagination sur le thème de « la cour de récréation idéale ».
"Partie plus utopique pour décoincer l'imaginaire et qu'ils puissent rêver : piscine, toboggans... essentielle pour la phase où on redonne les contraintes".
- **7ème atelier** : Première ébauche du projet : le « cahier des charges » partagé des enfants.
"Etant les premiers utilisateurs ils comprennent exactement pourquoi chaque chose est à telle ou telle place par rapport à tous les usages dans un espace très contraint".
- **8ème atelier** : débat autour du projet : localisation et choix des éléments.
"Les enfants sont capables d'entendre les contraintes budgétaires, de matériaux, de mobilier, des autres acteurs (instits, parents...). Ils se mettent facilement à la place de. Ce qui est plus problématique c'est quand les contraintes des aménageurs arrivent plus tard : ça casse la motivation et l'élan".
- **9ème atelier** : réalisation du plan général du projet commun.

Une phase de RENDU (ateliers 10 et 11), il s'agit d'une étape importante pour l'enfant, permettant de valoriser son travail par le partage au niveau de l'école toute entière, voire du quartier, de la commune.

- **10ème atelier** : réalisation de panneaux de rendu et textes explicatifs.
- **11ème atelier** : présentation du projet et débat.

E. Gouvernance et participation

Quand ils font l'analyse de la cour les enfants travaillent individuellement et en groupes, ils construisent les résultats en commun. Il n'y a pas de prise de décision formelle mais du partage avec du bon sens dans la discussion.

Au moment du « concours d'archi » les enfants élisent le projet lauréat, c'est vécu comme un jeu car ils peuvent reprendre les idées des autres pour déterminer le meilleur projet.

Ensuite, les modalités de prises de décisions et la dimension participative dépend beaucoup de la manière dont l'enseignant souhaite travailler (en ilots ou en grand groupe par exemple).

« Une fois pour trouver un nom on a fait du vote par critère, on varie beaucoup les modes de prises de décisions ».

« Les enseignants participent au même niveau que les enfants, et on perçoit un changement de pratique progressif avec la classe, d'où l'intérêt de pouvoir intégrer au-delà de l'enseignant, l'ensemble de l'équipe éducative, le personnel, les autres classes. Mais ça demanderait des démarches super importantes et du temps. Les enseignants se servent souvent du projet pour faire leur programme ».

F. Les difficultés et les atouts

Difficultés :

Les services de la ville ne se connaissent pas entre eux, cela pose certains problèmes indépendants de la démarche.

"Ce n'est pas parce que les chefs de services donnent leur accord en comité de pilotage que l'agent qui va faire les plans comprendra l'importance du choix de matériel ou d'aménagement. Par exemple à la Ville un agent a commandé les mêmes bancs pour les 8 cours d'écoles, sauf que ce n'est pas dans l'esprit de la démarche. On aurait pu l'intégrer si on l'avait su au départ, et faire choisir aux enfants parmi 2 ou 3 bancs au lieu de leur permettre un choix de banc ouvert".

"Il faudrait voir tous les services avant de commencer, faire une visite de la cour avec eux, les former à nos outils... Il faudrait prévoir dans l'idéal 3 ou 4 jours de formation pour les convaincre de la démarche. On est dans un vrai changement de pratique, on sait que ça prend du temps".

Satisfactions :

- Les enseignants participent au même niveau que les enfants ce qui permet un changement progressif de pratique dans la classe. Il y a donc un intérêt de pouvoir intégrer, au-delà de l'enseignant, l'ensemble de l'équipe éducative, du personnel et des autres classes. Cependant, cela demanderait de lourdes démarches et beaucoup de temps. Il est à noter que les enseignants se servent souvent du projet pour établir leur programme.
- Les Robins des Villes ont réellement le sentiment que le projet est partagé à la fin.

"À la fin on voit bien que le projet est partagé parce que finalement on ne sait plus qui a proposé quoi".

Expérience 2

Défi écoles énergie

- ➔ **Le porteur du projet :** Yvan Bidalot, chargé de mission éducation – écoconsommation à Agence Locale de l'Énergie. Il anime le dispositif « Défi école énergie ».
- ➔ **Le projet en une phrase :** Il permet à des classes de se réapproprier leur bâtiment scolaire à travers un projet participatif où les enfants diagnostiquent la consommation énergétique du bâtiment, puis formulent des propositions pour la limiter avec l'objectif d'un résultat concret sur les consommations du bâtiment.

A. Origine du projet / historique

Le défi école énergie s'est construit sur l'idée de redonner le pouvoir d'agir aux enfants occupants d'un bâtiment, sur le rapport entre l'énergie le bâtiment et les humains qui sont dedans. Le contenu pédagogique du défi se base là-dessus : par et pour les enfants. Cela fait 2 ans que ça existe.

B. Participants, publics, parties prenantes

Le dispositif s'adresse chaque année à 6 ou 7 classes de CM1 ou CM2 (180 élèves impliqués pour l'année 2013-2014).

Cela passe par un appel auprès des communes (gestionnaires du bâtiment) et auprès des enseignants (occupants du bâtiment). Une fois le projet en route, les deux interlocuteurs principaux sont l'enseignant et l'adjoint ou le chargé de mission Développement Durable des communes (Cela peut également parfois être la personne en charge du service éducation).

Différentes personnes sont en charge d'expliquer le projet. Ceux-ci remplissent le dossier d'inscription partenarial pour ainsi valider le projet au niveau de l'Académie et de la commune. Les choses évoluent le « projet d'action partenarial » qui en découle puis la convention dans laquelle on demande un financement annexe pour engager ce projet (500€ destinés à l'achat de matériel pour la classe). Il est essentiel que les communes soient fortement impliquées dans le processus pour espérer une véritable réussite.

À l'échelle de l'établissement, une classe porte le projet accompagnée de son enseignant référent. Le but étant de former une classe pilote dans une école qui devient relais du projet vers les autres occupants du bâtiment (élèves, enseignants, personnel technique, parents d'élèves). Cependant, il n'y a concrètement qu'une classe qui participe, les autres ne sont pas sollicitées en terme de participation active ce qui ne rend pas évidente la tâche d'un projet d'école.

Il s'agit d'un programme chargé qui cherche à associer les structures associatives qui interviennent (ALE, Hespul, Oikos), la commune mais aussi l'école et son équipe enseignante. Cela se fait dans le cadre du Plan d'Éducation au Développement Durable du Grand Lyon ce qui ajoute financements et crédibilité à la démarche.

En termes de partenariat, la symbolique de l'événement final du défi durant lequel on réunit toutes les classes dans la salle du Conseil du Grand Lyon. Cela a de quoi marquer les enfants : *« Ça marque d'être dans le centre du pouvoir politique pour des gamins qui se trouvent à la place du président de l'agglomération, c'est symbolique mais important ».*

C. Objectifs

L'idée est de mêler deux approches : une technique et une pédagogique. Au-delà de l'apport de connaissance sur les économies d'énergie l'idée est d'arriver à un résultat concret sur les consommations du bâtiment et essayer de la quantifier.

D. Descriptif, démarche, déroulement

On propose un cadre aux enseignants (qui n'est pas figé, et qui s'adapte à chaque enseignant).
Cadre de base = 5 interventions animées par Hespul ou l'ALE et une par Oikos

1^e séance. Enquête énergie : ils vont chercher les consommations d'énergie dans l'école à travers une visite technique de l'école : on part du radiateur, on remonte les tuyaux. *« L'objectif étant que les enfants s'approprient le bâtiment et son fonctionnement, qu'ils comprennent les différents acteurs qui sont sur le bâtiment : eux ils occupent mais quelqu'un paie les factures et ce n'est pas leur maîtresse, ni le directeur, mais bien leurs parents à travers leurs impôts ».*

2^e séance : Chasse au « gaspi ». Ils font un diagnostic de l'école par brigades ou par zones (interview des professeurs et des élèves) et essaient de trouver tout ce qui ne va pas (portes ouvertes, lumières allumées, températures...) c'est eux qui observent et notent. Ensuite il y a une mise en commun, on identifie les problèmes principaux pour chercher des solutions pour pallier à ces problématiques identifiées. *« C'est eux qui trouvent les solutions et décident de les mettre en place : liste de choses à faire ou calendrier de choses à faire ».* Les actions peuvent être matérielle ou non (lettre au maire, affichage, identification d'un «chauffer» par classe...).

3^e séance : comment nous allons communiquer avec le reste des occupants de l'école ? Les modalités sont très ouvertes : un blog est à disposition de chaque classe pour expliquer ce qu'ils font, regarder ce que font les autres classes. *« Le lien du projet de la classe vers l'extérieur marche pas mal pour les classes mais peu pour les parents : des expériences, de la vidéo, des mesures, des lettres... Souvent des exposés ou des événements de lancement pour bien montrer qu'ils sont responsables d'un projet sérieux qui est présenté au Maire et aux autres classes. Le fait d'apprendre à présenter fait que ça recolle au programme pour les enseignants ».*

4^e séance : on revient sur les enjeux globaux pour reprendre du recul. Réchauffement climatique, épuisement des ressources... *Entre méthode active et apport de connaissance, encore assez descendant, encore trop de magistral on veut amener de plus en plus les élèves à débattre sur les problématiques. Avoir un avis, faire des choix, les argumenter.*

5^e : séance d'Oikos sur travaux pratiques où ils expérimentent sur des isolants, sur le bâtiment : il y a une volonté d'agir concrètement sur le bâtiment (calfeutrer une porte par exemple) et de montrer ce qu'on peut concrètement faire chez soi.

Événement final où les élèves échangent et montrent ce qu'ils ont fait (spectacle, vidéo, chansons...). On annonce également des résultats sur les consommations d'énergie.

Temps de bilan avec les enseignants, la commune et l'Inspection Académique.

E. Gouvernance et participation

Les enfants ne décident pas de l'orientation du projet mais concernant la réalisation et les choix qu'ils font c'est eux qui décident ; il y a une large part d'autonomie sur le choix des actions qu'ils mettent en place et ce sont eux qui ont identifié les problématiques.

Certaines classes parviennent à s'ouvrir et à réfléchir mais d'autres ont plus de difficultés. Pour les aider (notamment en ce qui concerne les problématiques) on les guide un peu en leur donnant un panel d'hypothèses.

"C'est essentiel d'apprendre à se mettre d'accord ensemble, de laisser ce qui plaît le plus à la majorité. Au niveau pédagogique, les enfants comprennent qu'on n'est pas obligé de voter pour sa propre idée."

Sur le choix des actions ils votent donc ce sont eux qui décident. On met au tableau toutes les idées et les 10 meilleures sont ainsi sélectionnées par ce vote (bulletin ou ardoises) ; il n'est malheureusement pas

possible de tout réaliser. L'on s'arrange pour que personne ne sache à l'avance les choix qui vont être faits par les autres élèves ce qui évite toute forme d'influence.

Il y a plusieurs phases de votes durant le programme : pour le choix des actions, le nom de l'équipe (où chacun fait une proposition), les slogans, les affiches, etc. Ce sont les jeunes qui créent les slogans ; on essaie cependant d'ajouter de la recherche de sens à cette créativité en partant de la publicité, l'identification de celles qui marchent

F. Les difficultés et les atouts

Difficultés :

- Il est encore difficile de mesurer les effets sur le bâtiment et d'arriver à des réalisations concrètes. On a besoin de résultats matériels quantitatifs. Il s'agit toujours d'une expérimentation même s'il est vrai que l'on a rassemblé un grand nombre d'outils pour le suivi de consommation.
- On n'aborde pas (plus) les choses sur lesquelles les enfants n'ont pas la main, et on se concentre sur les éléments sur lesquels ils peuvent être acteurs.

Atouts :

- Au niveau pédagogique, les enfants comprennent qu'il n'est pas obligatoire de voter pour sa propre idée et qu'on peut préférer ce qui plaît le plus à la majorité.

Expérience 3

Pédagogie de projet avec une classe pour éduquer à la biodiversité

- ➔ **Porteur du projet** : Cédric Bonvoisin, animateur nature à la FRAPNA Rhône. Il a mené de nombreux projets en milieu scolaire.
- ➔ **Le projet en une phrase** : un projet biodiversité sur l'année entière avec une classe, dans un processus ambitieux permettant aux enfants d'être au cœur de leurs apprentissages.

A. Origine du projet / historique

Il y a eu une volonté des animateurs de la FRAPNA Rhône de se lancer concrètement dans un projet centré sur la pédagogie. Il s'agit d'une démarche qui a pu s'inscrire dans la convention avec le Grand Lyon dans le cadre du Plan Local d'EEDD. Nécessairement, il fallait trouver une enseignante volontaire et motivée pour un tel processus qui restait flou dans sa définition exacte.

Ainsi, une enseignante connue de la structure a été sollicitée ; elle travaillait déjà avec des petits groupes d'élèves dans sa classe en vue de favoriser le travail en coopération. En termes de pratique, il s'agit d'une école où tout est à proximité (médiathèque en face de l'école, directeur déchargé à 100%, accès à un bois à 3 minutes à pied).

B. Participants, publics, parties prenantes

Participants : Une classe de CE2-CM1

Autres partenaires, parties prenantes : le directeur de l'établissement, Grand Lyon (PEDD).

C. Descriptif, démarche, déroulement

Tout d'abord, une réunion en amont était primordiale pour expliquer la pédagogie de projet à l'enseignante. Il fallait choisir une thématique volontairement large au sein de laquelle les élèves pourraient intervenir facilement. C'est pourquoi le thème de la biodiversité a été retenu. Au cours de la démarche, 17 séances d'animations ont eu lieu au total, toutes soutenues par le Grand Lyon. Elles suivaient le fil conducteur des 6 phases de la pédagogie de projet.

Phase 1 : Les représentations initiales

Dans le cadre d'un travail en classe avant l'intervention de la FRAPNA : l'enseignante pose une question aux enfants les incitant à « jeter » des mots concernant la nature qui sont ensuite rassemblés dans un grand tableau.

Phase 2 : Contact – Immersion - Éveil

2 demi-journées d'immersion sont animées par l'animateur FRAPNA au sein de la classe entière. Au programme : jeu de piste avec une carte de la commune découpée en puzzle et itinéraire avec points d'arrêts/activités. En terme d'approches pédagogiques, on essaie de toucher aux domaines du sensible et des imaginaires (lecture de paysage, yeux bandés, paysage d'une fourmi, miroir inversé, contes et histoires) mais aussi du scientifique (carte identité du blaireau, identification des petites bêtes et des arbres avec clés de détermination). L'objectif de la phase d'immersion est de leur apporter des éléments leur permettant d'obtenir une vision globale de la biodiversité sans avoir à la définir nous-même. À la fin de l'immersion, on a regardé ensemble le tableau des mots jetés sur la nature qu'ils m'ont expliqué et on l'a repris à la fin du projet.

Phase 3 : Rebond – Définition de la problématique, du projet

On réalise une séance de définition du projet : l'animateur FRAPNA explique aux enfants ce qu'ils vont être amenés à faire, le principe des rencontres régulières et surtout le fait qu'ils vont avoir l'opportunité d'avoir leur propre projet (le

"Les enfants sont pleinement acteurs ce qui les fait gagner en maturité. Les élèves qui ont du mal avec les formats scolaires se démarquent beaucoup plus. Le travail en groupe et la possibilité de choisir les thématiques qui les intéressent sont des outils pertinents".

créer, se mettre en groupe, travailler dessus pendant 11 séances). Il identifie aussi les contraintes pour se lancer : pas de déplacements trop longs ou trop éloignés, la présence d'adultes est évidemment indispensable mais aussi les contraintes matérielles (nombre d'ordinateurs limité, d'appareils photos...). Ensuite, l'animateur leur demande d'exprimer sur papier leurs ressentis/émotions/envies du fait de l'immersion. Cela doit se traduire par une phrase concernant ce qu'ils ont préféré dans la phase d'immersion et une phrase sur ce qu'ils ont envie de développer ou de découvrir. Puis, il fait des « Patates » (méta-plan) avec tout ça (imaginaire, paysage, bêtes...) et chaque groupe donne des noms à chaque patate pour obtenir des thématiques (9 thématiques sont ressorties : forêt, serpent, oiseaux, paysage, art...).

Par la suite, il leur faut choisir une thématique sur le projet. Pour ce faire, on amène les 9 thèmes sur des papiers à décoder dans la cour et les élèves se positionnent physiquement sur la thématique qui les intéresse (« *On leur a demandé de bien choisir le thème et pas le copain* »). Ainsi, des groupes de 1 à 6 jeune(s) sont constitués mais un repositionnement volontaire permet finalement de constituer des groupes de 3 membres minimum dans l'idée d'obtenir 6 groupes (animaux sauvages, forêt, serpents, création artistique, petites bêtes et paysages).

Phase 4 : Mise en œuvre du projet : moments de réflexion, recherche, investigation, échange, construction, connaissance, action, action concrète pour l'environnement...puis structuration

1. Les deux séances d'élaboration du projet avec les 6 groupes.

- a. Durant la première séance l'animateur et l'enseignante demandent aux élèves de chaque groupe de réaliser un retro-planning du projet sur les trois prochaines séances. Pour cela on leur demande de rédiger ce qu'ils souhaitent faire pour chaque groupe. Les adultes vérifient ensuite la faisabilité dans le but d'aiguiller les groupes vers quelque chose de réaliste et cherchent à répondre aux besoins des élèves : rencontrer certains acteurs, avoir accès à un document particulier, etc. Le rétro-planning est affiché afin qu'il soit possible de visualiser ce que chaque groupe a prévu de faire.
- b. La seconde séance se veut être dans la continuité. Certains groupes commencent leurs recherches, d'autres continuent de définir leur projet. Au fur et à mesure on voit émerger les 6 projets :
 - Faire un tableau et un poème sur l'abeille pour le groupe « création artistique »
 - Trouver un serpent en vrai
 - Créer les cartes d'identité des petites bêtes
 - Montrer ce qu'il faut faire et ne pas faire en forêt
 - Montrer les différents paysages de la commune
 - Voir les animaux sauvages présents sur la commune (lapin, chevreuil et écureuil).

2. Les 6 séances de mise en œuvre des projets.

- a. La première journée tous les groupes ont fait des recherches documentaires.
- b. Dès la deuxième séance certains élèves avaient besoin d'aller sur le terrain ; c'était notamment le cas du groupe paysage. Nous sommes donc partis avec le directeur et les élèves. Quand on est sortis de la classe les élèves ont demandé d'aller à des endroits précis pour avoir les paysages qu'ils voulaient (ils avaient déjà choisi les points de vue pendant le weekend). Puis un 2^e groupe a souhaité aller dans la forêt. Les 3 autres groupes étaient en classe, informatique ou médiathèque.
- c. Les séances suivantes ont permis aux groupes de faire différentes activités : écriture des poèmes, panneaux sur le cycle des abeilles, beaucoup de choses tournées vers l'exposition, le terrain, les recherches, les créations.
- d. Lors de la dernière séance de la phase « projet » une sortie a été organisée avec toute la classe : « *le groupe serpent n'était pas sorti et n'avait pas vu de serpent donc on est partis avec eux tous ensemble (3 enfants ont vu une couleuvre ce jour-là)* ».

Phase 5 : valorisation, Restitution – Retransmission

L'avant dernière séance a lieu le jour de la soirée de valorisation (l'enseignante et l'animateur ont défini avec les enfants la forme de l'exposition, la salle, ce qu'ils voulaient mettre au mur...). « *Ils ont aussi choisi qu'il y ait un diaporama avec toutes les photos prises dans les groupes. Ils ont rédigé eux même des invitations pour les parents, les enseignants, l'IEN, et la Mairie (malheureusement nous n'avons obtenu aucune réponse de ces personnes)* ».

La dernière séance a permis la mise en place de l'exposition dans 2 salles de classe, de préparer la soirée et de faire vivre ce temps de valorisation. « *Les enfants se sont mis par groupes et chacun avait préparé une activité pour vérifier si les parents avaient bien lu les panneaux sous forme de petits jeux : charades, rébus, devinettes, salière en origami... Chaque groupe est passé et a présenté son petit jeu. Les parents sont quasiment tous venus, une quarantaine !* »

Phase 6 : l'évaluation :

Elle se déroule lors de la dernière sortie sur le terrain avec les enfants. Les élèves ont de petits papiers pour noter « *la grosse contrainte/le problème dans leur projet* » mais aussi « *le point fort de leur projet* ». Sur les points problématiques *le travail en groupe* est ressorti pour chaque élève ; en ce qui concerne le positif on retrouvait souvent « *on a réussi à s'entendre à force de discuter* ». Ensuite, sur le terrain ils se sont mis en ligne, l'animateur posait une question ouverte à la classe puis un élève répondait en s'avancant d'un pas et ceux qui étaient d'accord s'avançaient avec lui.

Finalement, il y a eu une évaluation de 2h avec l'enseignante et la réalisation d'une fiche d'évaluation du dossier unique bien étoffée.

"Ça a très bien marché, cela lancé 45 min de débats, les élèves étaient à fond, répondaient super bien. Je refais ça souvent. C'est vraiment une super méthode d'évaluation qui ouvre le débat, montre physiquement si on est d'accord ou pas". La phrase « on a tout fait comme des adultes » est beaucoup ressortie.

D. Les difficultés et les atouts

Les contraintes de ce type de projet :

- Le but est d'initier des projets mais il est y a un flou sur la nature exacte de ceux-ci et de ce qui va être fait.
- Permettre la mobilité de 6 groupes est complexe.
- Les ressources et l'équipement matériel ne sont pas toujours disponibles à proximité.
- Une importante préparation est nécessaire : il y a 4 séances de préparation pour un total de 17 séances conventionnées Grand Lyon.
- Comme dans de nombreux autres projets, il faut faire en sorte que le groupe ne se concentre pas uniquement sur un résultat de production. Ici, l'animateur a évoqué la possibilité d'une valorisation du projet par une exposition pour les parents et beaucoup d'enfants se sont alors focalisés sur cette idée comme si l'ensemble de la démarche visait la réalisation de cette exposition.
- Parvenir à suivre les 6 groupes en même temps alors qu'ils travaillent à des vitesses variables est complexe. « *Heureusement l'enseignante et directeurs étaient hyper disponibles, la médiathèque a ouvert exprès pour le projet, la salle informatique était juste au-dessus de la classe... Les conditions étaient optimales.* »

Points forts :

- Les enfants sont pleinement acteurs ce qui les fait gagner en maturité. Des élèves qui ont du mal avec les formats scolaires se démarquent dans cette démarche. Le travail en groupe et la possibilité de choisir les thématiques qui les intéressent se trouvent être des outils à favoriser.
- Certains groupes sont parfaitement autonomes.
- L'entente entre animateur et enseignant était bien présente.

Expérience 4

Ateliers étudiants écocitoyens, clubs écocitoyens en collèges et lycées

- ➔ **Porteurs du projet :** Martin Durigneux et Fanny Viry, président et chargée de la formation de l'association Anciela.
- ➔ **Les ateliers étudiants et clubs écocitoyens en une phrase :** des démarches participatives avec des collégiens, des étudiants ou encore des jeunes actifs qui ont pour but de leur permettre de développer leur pouvoir d'agir ainsi que la prise d'initiatives pour la transition écologique et démocratique de la société.

Les clubs éco-citoyens en collèges et lycées

A. Origine du projet / historique

Anciela a développé les clubs participatifs dans les collèges et les lycées en amont des Assises Nationales de l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable en 2013. L'objectif était de permettre aux élèves de découvrir les enjeux du développement durable et de réfléchir à la manière d'éduquer à tous les âges au DD. Les collégiens et les lycéens ont pu présenter eux-mêmes leurs idées lors des Assises. Cette première expérience a permis à Anciela de prendre conscience de l'envie des collégiens et des lycéens d'être force de proposition et d'action au sein de leur établissement et dans la société. L'association a donc décidé de pérenniser la démarche et d'ouvrir de nouveaux clubs pour toucher davantage de jeunes.

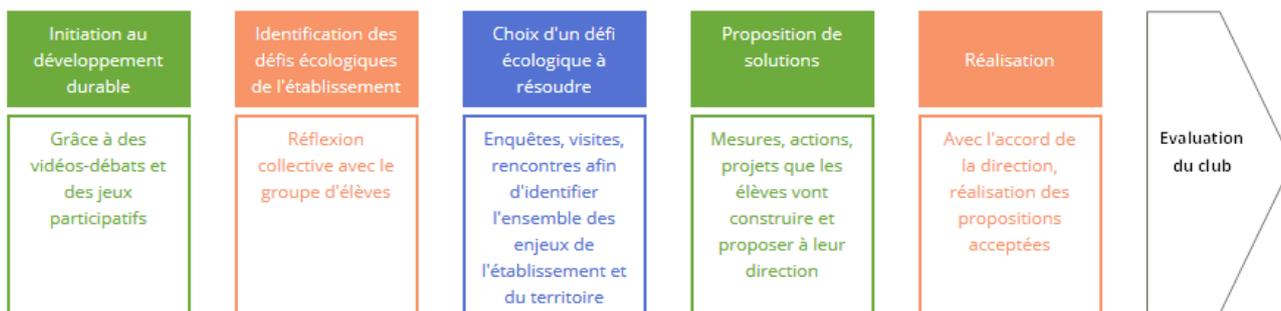
B. Participants, publics, parties prenantes

Anciela anime des clubs participatifs hebdomadaires dans les collèges et les lycées du Grand Lyon. Ces clubs permettent aux jeunes de réfléchir et d'échanger afin d'imaginer et de mettre en œuvre des solutions pour rendre leurs établissements plus écologiques et solidaires. Les participants aux clubs permettent aux élèves d'identifier les problématiques liées au développement durable dans leur établissement et proposer des mesures pour améliorer le fonctionnement. L'idée est de les amener à être auteurs et acteurs de leur établissement.

C. Objectifs

- Une démarche pédagogique grâce à différents apprentissages: cartographies, enquêtes, connaissance sur le développement durable et sur le fonctionnement de l'établissement.
- L'éducation à la citoyenneté active notamment à travers la participation collective, les votes et la découverte du rôle des institutions.
- Le développement du pouvoir d'agir des jeunes, qui deviennent force de propositions dans leur établissement, se mobilisent et permettent à leurs idées d'être entendues et réalisées.
- La mise en place d'actions de développement durable dans l'établissement portées par les élèves.

D. Descriptif, démarche, déroulement



Basés sur une démarche participative ouverte à tous les élèves, les clubs existent en deux formats :

- des « clubs volontaires » sur le temps du midi ou en fin de journée,
- des « projets de classe » pendant les heures de cours, d'accompagnement personnalisé ou de permanence.

Ils sont animés par des binômes d'animateurs bénévoles, salariés ou volontaires en service civique, formés aux méthodes participatives et de pédagogie active.

E. Les difficultés et les atouts

Points forts :

- Les collèges et lycées prennent en compte les propositions des clubs et la relation avec l'équipe enseignante et Anciela est clair.

- « En collèges et lycées, on a un important temps de préparation des élèves pour qu'ils présentent leurs idées et argumentent auprès du principal ou proviseur. On ne va pas voir les « adultes » pour leur demander d'épargner les élèves, au contraire on prépare les élèves pour qu'ils développent leur pouvoir d'agir ».

« Dans les collèges et lycées il y a une bonne prise en compte des propositions des clubs, c'est assez clair depuis le début entre l'équipe enseignante et nous ».

- « L'absence de réponse appliquée permet aussi d'apprendre ce qui se passe en vrai et de réfléchir à comment on peut changer ça, agir là-dessus ».

Point faible :

- « Les enseignants scolaires sont déstabilisés car on ne promet rien en amont pour que ça vienne vraiment des élèves ».

Les étudiants éco-citoyens

A. Origine du projet / historique

Étudiants éco-citoyens est la première démarche menée par Anciela, en partenariat avec le Grand Lyon. Anciela était constituée essentiellement d'étudiants et avait déjà réalisé des ateliers au sein des universités. Par ailleurs, l'échange avec des militants avaient permis de mettre en évidence le caractère déterminant des expériences d'engagement étudiant le parcours futur d'engagement d'une personne. Il semblait donc intéressant de structurer une démarche pour permettre aux étudiants des différents campus de se rencontrer et d'imaginer des projets ou des idées à porter en faveur d'une vie étudiante plus écologique.

B. Participants, publics, parties prenantes

Des jeunes étudiants de différents campus. Le travail se fait en lien avec les associations étudiantes œuvrant sur les thèmes du développement durable dans les campus. Le projet permet aux étudiants des campus lyonnais de se rencontrer, d'échanger sur leurs idées et d'imaginer ensemble des solutions pour une vie étudiante et des campus plus écologiques et solidaires. Anciela accompagne des initiatives étudiantes pour les aider à se réaliser !

C. Objectifs

- Stimuler et soutenir les initiatives étudiantes sur le développement durable
- Permettre à d'autres initiatives d'émerger sur ces thématiques.

D. Descriptif, démarche, déroulement

Différents types d'ateliers participatifs sont organisés : d'imagination d'idées, de partage autour d'une thématique spécifique (ex : nature sur les campus).

La communication en amont passe par mail auprès des étudiants, Facebook, sites Internet d'événements étudiants, s'appuyant sur la base de données de contacts de l'association Anciel.

- Ateliers "imagination d'idées" : faire sortir des idées : du rêve à l'envie d'agir.
- Ateliers de partage : le porteur présente son projet, reçoit des critiques et pose des questions qui l'aident à avancer.
- Ateliers de porteurs : entre la co-formation et l'analyse de pratique où l'on rassemble des pairs pour qu'ils avancent ensemble, ils ne sont pas au même niveau de réalisation et ça permet d'avancer.

Ces ateliers permettent de rassembler différentes catégories de personnes. Ces temps permettent la diffusion d'idées, d'informations et de l'engagement. Il s'agit de "*dispositifs horizontaux dans lesquels on ne sacralise pas celui qui s'engage*". Le fait de rencontrer d'autres jeunes engagées ou souhaitant le devenir leur montrent qu'ils peuvent également le faire.

La posture d'Anciel est celle de l'animation, et d'être le moins possible dans le débat. Être dans une logique d'accompagnement, de compagnon (à égalité) avec les participants. Il faut être vigilant à ce que nos interventions ne nous fassent pas passer dans la posture d'expert. On recherche la bienveillance (être utile mais ne pas être « gentil »). Dire à un porteur de projet : « *Tu es intelligent mais ce que tu fais est nul* » est plus porteur que l'inverse).

« Il nous paraît complexe de faire de la gouvernance partagée avec les associations d'étudiants (choisir les méthodes avec eux par exemple) car elles ont envie de partager mais pas le souffle pour dégager du temps là-dessus. Ce qui est sain c'est de prendre les associations d'étudiants et de leur permettre de rencontrer d'autres plutôt que de les prendre à part ».

E. Les difficultés et les atouts

« Les temps de partage sont des temps forts pour la politisation et pour la biodiversité humaine, associative où on ne cherche pas à supprimer les différences. Mais cela ne permet pas d'éclairer des endroits sombres. On va faire une formation sur les institutions publiques pour permettre de bien connaître la culture associative et bien connaître les institutions publiques ».

"Il faudrait qu'on accompagne les étudiants sur le lobbying auprès des décideurs (ex : velov à Lyon)."

"L'an dernier on a fait un club sur les actions à mener sur les campus mais ça n'a pas fonctionné ; les associations avaient déjà leurs actions et n'y voyaient que peu d'intérêts"

Expérience 5

Ateliers : produire de l'information avec les jeunes.

- ➔ **Porteur du projet** : Pauline Reboul, codirectrice de Fréquence Ecoles, association d'éducation aux médias.
- ➔ **Le projet en une phrase** : des ateliers où les jeunes sont actifs dans un cadre contraint pour une mise en situation visant à une production médiatique porteuse de sens.

A. Participants, publics, parties prenantes

Un triptyque enseignant-intervenant technique-Fréquence Ecoles (sur la direction de projet) va permettre l'émergence des ateliers. Il s'agit souvent d'un cadre scolaire et donc des participants qui sont des élèves de collèges et lycées. Le projet global est piloté par Fréquence Ecoles qui fait fonctionner intervenants et enseignant au sein d'une équipe projet. On propose un cadre méthodologique standard qui permet à chaque équipe projet d'être autonome dans celui-ci.

B. Descriptif, démarche, déroulement

C'est un jeu de rôle qui démarre avec une commande de production médiatique. Il y a un cahier des charges préalable lié à un contexte de diffusion. Par exemple, des émissions de radio sur le changement climatique pour diffusion sur une radio prédéfinie.

Ce qui est important dans notre accompagnement c'est que les jeunes comprennent les bases de la communication. Exemples : quand on émet un message c'est en direction d'une cible, je m'exprime pour quoi, pour qui et avec quel enjeu. Cette démarche (inductive) doit éprouver cette nécessité d'adapter son message en se mettant dans la peau d'un producteur, d'un journaliste ou d'un communicant.

Un déroulement de 4 voire 5 séances :

Séance 1 : On travaille sur la question de la compréhension du cahier des charges et de la problématisation (ils en sont acteurs). Exemple sur le changement climatique : on va faire des capsules, le format final et calé mais on travaille tout de même avec eux la notion d'angle pour formuler un message unique et resserré se focalisant sur l'essentiel avec une question très précise. Un sujet médiatique doit-être une question précise. Elle a 2 vertus : assurer une bonne réception et rendre le sujet traitable (quelque chose d'abordable).

Séance 2 : On aborde la notion de rôles différenciés dans une équipe. Ils choisissent donc les rôles qui leur conviennent. Une fois la problématique définie : il faut décider de la manière dont on organise notre travail en équipe ainsi que la communication en interne de l'équipe. De plus, on travaille beaucoup sur le web collaboratif

Séances suivantes : Ensuite, on accompagne la production, on les aide à trouver des ressources humaines, techniques ou encore des interviews. On fait réellement de l'accompagnement de projet avec les jeunes.

Sur la mise en œuvre on revient toujours sur les notions d'usage, d'objectif, d'outil, de besoin. Il faut qu'il se repose des questions régulièrement notamment en ce qui concerne les raisons et l'enjeu. Il est important de les guider en permanence vers la formulation de l'objectif ; « on est obsédé par la dimension stratégique de l'action ».

Phase de finalisation : On analyse et on effectue un retour sur l'expérience ce qui est difficile à bien différencier de la valorisation. L'évaluation s'intègre comme un élément à part entière du projet.

C. Gouvernance et participation

Les ateliers de Fréquence Écoles créent de l'implication, les jeunes sont dans la production. Ainsi, des dispositifs de jeux de rôle dans lesquels ils peuvent être journalistes, bloggeurs, communicants sont proposés. Cependant, s'ils sont actifs, productifs mais pas investis dans la gouvernance du projet : ils ne déterminent pas eux-mêmes les cadres.

L'approche par les ateliers dans lesquels les jeunes sont acteurs permet le développement des compétences, des savoirs et savoir-faire. Il s'agit d'une stratégie intéressante dans un cadre contraint.

C'est essentiel d'analyser les contraintes et de voir comment s'y adapter (« *Ce qui est le plus porteur est-ce ta capacité à t'adapter à un cadre ou te faire croire que tu peux tout faire ?* ») mais aussi de les amener à identifier leurs besoins individuels et collectifs et les rendre capables d'inventer des choses (« *Ce n'est pas parce que le cadre institutionnel n'offre pas de réponse que tu n'as pas la capacité à en imaginer une* »). C'est pour cela qu'être capable de trouver de la ressource dans un cadre contraint est essentiel.

"On défend cette approche d'ateliers où ils sont acteurs car nous souhaitons développer leurs compétences, leur permettre d'acquérir des savoirs et des savoir-faire, des stratégies face à un cadre contraint".

Le fait qu'ils soient acteurs ne veut pas dire qu'ils sont isolés ; on les accompagne dans cette démarche.

D. Les difficultés et les atouts

- « *On a du mal à argumenter avec les enseignants sur la nécessité de la commande et de la contrainte de départ. Ce n'est pas parce que les jeunes l'on fait que c'est bien. La participation ne veut pas dire l'absence de cadre* ».
- « *On a une posture compliquée car il est difficile pour les enseignants de définir des priorités et de définir le scénario pédagogique. Il faut préciser avec eux s'ils voient l'expression des jeunes comme un outil d'animation ou comme une étape du scénario pédagogique* ».

Expérience 6

Sciences participatives au lycée sur les abeilles sauvages

- **Porteur du projet :** Frédéric Vyghen de l'association Arthropologia, Ingénieur en écologie et en gestion de la biodiversité.
- **Le projet en une phrase :** un protocole scientifique participatif dans les lycées agricoles pour obtenir des données sur les abeilles sauvages.

A. Origine du projet

L'initiative était d'abord celle d'un enseignant en biologie ayant suivi un stage avec Arthropologia afin de se former sur les abeilles. Il a remarqué une opportunité intéressante de rapprocher le projet d'Arthropologia au nouveau module alors mis en place "découverte de l'activité scientifique".

Pour Arthropologia, c'était la possibilité de poursuivre la récolte de données sur la diversité des abeilles sauvages et sur les plantes horticoles d'ornement (dans la continuité "d'Urban Bees"), d'obtenir des données naturalistes tout en se rapprochant des lycées agricoles et de la Région était une véritable chance. L'idée était de pouvoir tester une organisation avec les lycées tout en prévoyant de généraliser le concept à tous les établissements de la région pour le pérenniser après la fin du financement prévu par le LIFE (programme européen ayant financé les recherches d'Arthropologia sur le déclin des abeilles sauvages sur le territoire du Grand Lyon).

B. Participants, publics, parties prenantes

Ce sont des élèves dans les lycées agricoles. Il s'agit d'une ou deux classes selon les lycées. Il y a 4 lycées dont 1 privé et 2 Maisons Familiales Rurales qui participent.

C'est un projet financé par le programme LIFE (dispositif d'aides européennes) dans le cadre de « Urban Bees ».

C. Objectifs

En faisant intervenir les lycées agricoles, notre objectif reste de permettre aux futurs agriculteurs d'avoir conscience de l'importance et du rôle des abeilles sauvages pour les cultures à leur arrivée dans le milieu professionnel.

D. Descriptif, démarche, déroulement

Le principe est que les jeunes comprennent comment appliquer un protocole scientifique, effectuer des relevés tout en comprenant le protocole d'étude des abeilles sauvages et en l'utilisant dans leur établissement. Ensuite, c'est l'enseignant et les élèves seuls qui ont le charge du projet : ils effectuent un protocole de sciences participatives via la collecte, l'étiquetage, la congélation... L'établissement nous apporte ensuite les spécimens. En fin d'année (octobre-novembre), Frédéric Vyghen fait un bilan pour tous les participants en réunissant tous les lycées au moment d'une conférence. Les données seront concrètement utilisées par Arthropologia.

Il s'agit d'interventions dans le lycée pour mener une démarche d'étude scientifique et de suivi par les élèves au sein du lycée. Ce sont 5 demi-journées d'activités dont le contenu dépend des actions retenues dans la liste proposée. Les lycées ne sont pas associés au choix mais des questionnaires permettent d'avoir un retour sur leur appréciation des activités (contenu, support et appréciation).

Préconisations d'activités :

- Une conférence générale pour présenter la problématique. Elle se veut ouverte à l'établissement en général (à Dardilly la conférence réunissait 2 classes de 1^{ère} concernées par le projet mais aussi des BTS et terminales).
- Une séance d'initiation à l'épingleage et la détermination. C'est essentiel puisque leur travail consiste à trouver des abeilles et à les déterminer.

- Une activité parmi les 5 qui soit ouverte plus largement : corps enseignants, lycées, parents, habitants du quartier, élus ; c'est le lycée qui choisit qui sont les invités.

"Cela motive d'autres élèves et étudiants. À Dardilly, des étudiants en BTS ayant suivi la conférence ont souhaité participer en effectuant des relevés l'été".

Exemples d'activités : conférence, projection, sorties sur le terrain, épingleage, détermination du protocole... Elles permettent d'adapter le dispositif au public ciblé. C'est essentiel sachant que l'on touche des publics différents.

Arthropologia propose des financements de filets, de matériels pour les relevés mais aussi des animations financées par le LIFE.

Il est pertinent de se questionner sur la manière dont sont traitées les données. Le protocole d'inventaire participatif laisse deux possibilités pour obtenir des données fiables et intéressantes :

- Effectif important de participation qui gomme les mauvaises saisies statistiquement (ex : Muséum d'Histoire Naturelle). Les erreurs n'ont alors aucun poids statistique.
- On cible un plus petit nombre de personnes mais avec un protocole précis ne laissant pas de place à l'erreur. L'utilisation d'outils comme le chronomètre ou le thermomètre leur permet de faire des relevés sans être naturaliste. Arthropologia procède ensuite à l'identification ; l'on a ainsi aucun doute sur les données récoltées.

E. Les difficultés et les atouts

Les points positifs :

- Une démarche participative coconstruite avec l'enseignant et permettant une première expérience de ce type ;
- Les élèves mettent en place le protocole ;
- Les élèves participent à la récupération de données ;
- La démarche motive aussi d'autres élèves. Les étudiants en BTS de Dardilly qui ont suivi la conférence ont souhaité participer en effet des relevés l'été ;
- Les lycées souhaitent poursuivre en finançant eux-mêmes la démarche dans le cas où la Région ne s'en chargerait pas.

Les points négatifs :

- Il s'agit d'une démarche participative imposée dans un cursus scolaire ;
- On ressent un manque d'activités permettant l'émergence d'initiatives et pouvant donner de l'élan aux étudiants les plus motivés.

- ➔ **Porteur du projet :** Bernard Noly, Directeur des Francas du Rhône, association d'éducation populaire.
- ➔ **Le projet en une phrase :** le forum des enfants citoyens réunit des enfants venus de différents centres de loisir pour un temps de réflexion et d'expression sur un sujet de société.

A. Origines du projet / historique

Les forums enfants citoyens sont issus d'une rencontre en 1999 entre les Francas et Le Moutard, autour de la question des droits de l'enfant. En lien avec la ville de Lyon, ces deux structures ont imaginé un espace de parole pour les enfants (8-12 ans) un mercredi (après-midi) par mois à la FNAC. Cet espace de parole a pour ambition de permettre à des groupes d'enfants (issus majoritairement d'accueils collectifs de mineurs) de débattre autour de sujets de société (famille, relations filles/garçons, solidarité, violence, justice...). Depuis une dizaine d'années un certain nombre de ces forums se déroulent dans des structures culturelles (musées, opéra, auditorium, Subsistances...) permettant d'allier échange/débat et découvertes d'œuvres et/ou rencontres d'artistes.

B. Descriptif, démarche, déroulement

Les Francas réalisent un travail de conducteur en amont afin de préciser le déroulement, les questions à se poser, préparer des réponses si le besoin s'en fait sentir...

Auparavant, on partait d'un quizz pour initier le débat mais les résultats n'étaient pas toujours probants. Dorénavant, on vient avec un objet, une histoire, une photo qui va permettre de lancer le débat. Par la suite, le conducteur guide le groupe mais on permet aux enfants de faire connaître leurs préoccupations. Trois personnes sont nécessaires pour l'animation. On souhaite favoriser le débat, la prise de parole, la convivialité mais aussi l'humour et les moments plaisants. En outre, il nous paraît indispensable de se préoccuper des enfants qui n'osent pas parler. C'est pourquoi il y a 2 donneurs de micro qui ont un rôle essentiel qui repèrent à la fois les timides et ceux qui manifestent de l'intérêt mais qui ont tendance à prendre "trop de place". La troisième personne s'occupe de l'animation en tant que telle.

"Il y a une grande diversité des sujets qui peuvent être traités (économie, justice, famille, rapports filles-garçons...). Ces débats peuvent permettre d'aborder des sujets difficiles (exemple : la mort au musée Gallo-Romain)".

C. Les difficultés et les atouts

Les difficultés de ce projet :

- On est très contraint par le temps car il y a beaucoup d'enfants de banlieue qui doivent partir à 16h15.
- On connaît des difficultés pour la diffusion de la pièce. En effet, les structures de socio-éducation considèrent qu'il s'agit d'un projet trop proche du théâtre et inversement avec les structures culturelles.
- On regrette un manque de suivi ; après le forum nous ne savons pas réellement s'il y a une quelconque continuité.

Les atouts de ces projets :

- De nombreux sujets peuvent être traités : économie, justice, famille, rapports filles-garçons... Les débats permettent d'aborder des thèmes compliqués comme la mort au musée Gallo-Romain.
- C'est un moyen d'expression et de formulation de propositions. L'enfant ne représente que lui-même et le consensus n'est pas recherché. C'est avant tout la culture du débat : "n'hésitez pas à dire aux enfants de prendre le temps de réfléchir".
- On a pu réutiliser les échanges grâce à une pièce qui a été écrite à partir des propos tenus par des enfants lors de forums. Elle sert de support à un échange avec les spectateurs.

Expérience 8

Interventions et comités environnement dans les lycées

- ➔ **Porteur du projet** : Conscience et Impact Écologique
- ➔ **Floyd Novak**, étudiant en sciences politiques, fondateur de l'association Conscience et Impact Écologique, trésorier de l'association Fac Verte Lyon. Cette association étudiante propose des interventions et un accompagnement dans les lycées dans un format suscitant l'intérêt et le passage à l'action des lycéens.

A. Origine du projet

L'association elle-même est issue d'un comité environnement exerçant au sein d'un lycée et dont les membres furent ses fondateurs. Une professeure avait demandé au comité d'intervenir dans sa classe ce qui fut l'occasion de recruter de nouveaux membres.

B. Participants, publics, parties prenantes

L'ensemble des élèves d'une classe puis les lycéens volontaires constituent le public. Ce sont les professeurs ou les administrations des lycées qui formulent leur demande d'intervention auprès de l'association.

L'association propose un système de formation interne pour les adhérents qui souhaitent réaliser des interventions. Il y a actuellement 5 intervenants ce qui permet de proposer un large choix de sujets : des OGM au changement climatique en passant par l'élevage industriel ou les cosmétiques.

C. Objectifs

L'association CIE cherche à délivrer des informations à la fois précises, convaincantes et abordables afin de montrer l'importance des enjeux liés à la transition écologique et de mettre en avant des solutions notamment à l'échelle individuelle et collective. L'un des buts est de combattre le manque d'intérêt, de motivation ou le sentiment d'impuissance par la diffusion d'une information pertinente et d'un soutien associatif. En somme : montrer l'importance des enjeux environnementaux tout en insistant sur les solutions et la capacité d'agir des lycéens.

D. Descriptif, démarche, déroulement

Dans un premier temps, CIE propose des interventions aux lycées. Celles-ci se déroulent en général dans une classe sur le modèle d'une conférence avec diaporama, extraits de films et de musiques mais l'on y introduit des éléments participatifs tout en installant une certaine relation de proximité avec les élèves.

Ensuite, l'association prend contact avec les élèves les plus intéressés (grâce à la circulation d'une fiche après l'intervention) afin d'initier la création de comités environnement pour ceux qui souhaitent agir à l'échelle de leur lycée. Ces élèves vont donc sélectionner un ou plusieurs projets qu'ils souhaitent mener sur les thèmes de l'alimentation, des déchets et de l'énergie et s'organiser en conséquence. Pour cela, ils sont épaulés par l'association du début à la fin à travers l'échange de mails et d'appels téléphoniques mais aussi une présence régulière aux réunions. Le but n'est certainement pas de faire le travail à leur place mais de les orienter dans leur démarche afin de la faciliter. Pour cela leur est proposée une aide

- pratique (rédaction de courriers...);
- financière (pour l'achat de petit matériel...);
- humaine (si besoin d'adhérent pour un nettoyage par exemple...).

E. Gouvernance et participation

Dans certains cas les professeurs choisissent le sujet en concertation avec leurs élèves. Cependant, la participation des élèves reste limitée durant les interventions ; il s'agit essentiellement d'échanges et de questions. Cependant, ce sont les comités environnement qui permettent aux élèves intéressées d'aller plus loin en développant leurs propres projets.

F. Les difficultés et les atouts

Les difficultés :

- Une mise en place particulièrement chronophage (l'association ne dispose pas de salarié) notamment parce que nous passons avant tout par les professeurs plutôt que par l'administration qui est rarement l'initiatrice de la démarche dans l'établissement ;
- Il y a souvent besoin de trouver au moins un élève qui soit moteur et il est clair que lors de certaines périodes (comme le bac blanc), les comités ont une activité fortement ralentie ;
- Les problèmes de continuité des comités environnement peuvent exister lorsque beaucoup de membres sont en terminal. Certains comités s'éteignent pour renaître une ou deux années plus tard ;
- Il faut prendre garde à ne pas trop mâcher le travail des membres du comité qui doivent devenir capable de prendre une part active à la réalisation des projets sinon l'intérêt est faible.

Les atouts :

- La gestion d'une base de données en interne permet à l'association de proposer les informations qui nous paraissent les plus pertinentes ;
- La transmission des comités années après années est de mieux en mieux prise en charge afin d'éviter les risques liés à un départ massif de membres en terminal ;
- *"On cherche constamment à améliorer notre approche".* Pour améliorer son approche, CIE tente de revenir dans les mêmes classes ou il est demandé aux enseignants de poser de grandes questions permettant d'apprécier notre démarche. Les retours sont très positifs mais sont encore quantitativement limités ;
- Au final, on observe une efficacité réelle
 - o *« En ce qui concerne les interventions sur le long terme en communiquant avec des élèves une ou deux années plus tard : on se rend compte que même les élèves qui ne sont pas spécialement investis dans les comités ont changé des habitudes pour en adopter des plus écologiques ».*
 - o *« Également en termes d'impact des comités environnement qui parviennent généralement à changer des choses chaque année dans leur lycée à travers leurs projets ».*
- *« Arriver à inscrire des jeunes pas du tout concernés et les investir là-dedans qu'ils se sentent concernés et qu'ils agissent concrètement ».*
- L'installation d'un sentiment de proximité et un format intéressant pour les jeunes renforcent l'efficacité des interventions : humour, animation par des jeunes, diaporama visuel, extraits de films, mise en lien avec des films qui plaisent souvent aux jeunes... Insister sur les solutions individuelles les met en relation avec leur quotidien.

« Ce qui fait qu'on est efficaces c'est le fait d'avoir une forme d'intervention qui permet d'intéresser les jeunes : diaporama, extraits de films, interventions avec humour, des jeunes qui animent : ça éveille leur intérêt. Le fait aussi d'insister sur les solutions ça marche bien ».

Expérience 9

Éduquer aux questions socialement vives en environnement, favoriser la participation des étudiants.

- **Porteur du projet** : Olivier Morin, enseignant-chercheur, Espé de Lyon.
- **Le projet en une phrase** : il mène une recherche sur les méthodes pédagogiques permettant d'éduquer aux questions socialement vives en environnement en s'appuyant sur une évolution du rapport au savoir.

A. Origine du projet / historique

Le champ d'exploration d'Olivier Morin est la didactique c'est-à-dire la réflexion sur la manière de construire des situations d'apprentissages de nature épistémologique sur la nature des nouveaux savoirs (les questions socialement vives environnementales qui permettent de construire du débat et du savoir partagé puisqu'elles sont actuellement non stabilisées). En ce qui concerne la pédagogie, les associations portent déjà de nombreux éléments mais l'on ressent un véritable manque d'usage des nouveaux savoirs dans les universités. Pour Olivier Morin, la didactique est la science des conditions et contraintes de la transmission des savoirs, des systèmes de connaissance ; elle n'est pas liée à une discipline (on ne peut pas raisonner pédagogiquement de la même manière sur les OGM ou les pesticides).

B. Participants, publics, parties prenantes

Futurs professeurs de biologie ; 150 étudiants en trois ans.

C. Objectifs

Il essaie de remettre en question le rapport au savoir en partant de questions authentiques ("*que j'ai identifié dans un catalogue ; elles sont liées à des enjeux de société*"). Les étudiants choisissent l'une d'elles et travaillent en groupe dans le but de produire des textes publiables concernant les actions en lien avec la thématique pouvant être mise en place. L'idée est également de mettre en lumière les rapports de force et le fait qu'il n'existe pas de réponse idéale ; il y a une réponse négociée entre différents acteurs (professionnelles, politiques, académiques...).

D. Descriptif, démarche, déroulement

Avant tout, on négocie l'évaluation finale ce qui permet d'aborder les critères d'évaluation dès le début. Ils savent que cela fait partie de leur unité de formation. Dans cette optique, l'intérêt étant que petit à petit que le professeur s'efface et les étudiants soient en grande partie autonome.

Les îlots de rationalité :

- Rédaction d'un premier texte ayant une cohérence interne au sein d'un groupe de 5 à 6 étudiants.
- Forum avec les autres groupes permettant d'échanger à propos de leurs textes respectifs.
- L'après forum où chaque groupe enrichit son propre texte. Cela met en lumière les éléments évoqués dans le forum qui sont considérés ou non dans la seconde version des textes.

En d'autres termes, avant le débat chacun réfléchit à la question des actions possibles. Après le débat, l'idée est de poser la même question pour voir si notre réflexion a évolué.

Deux types de débat : monodisciplinaire ou mixte. Ce dernier permet une vision plus large et une plus importante exploration des savoirs disciplinaires.

Des prolongements :

Grâce à une plateforme numérique, le dispositif permet d'échanger, sur des forums et wiki, des éléments qui privilégient la controverse en qui peuvent aboutir sur des rencontres virtuelles (étudiants en agronomie de Toulouse avec des étudiants lyonnais Sciences et vie de la terre et des étudiants

australiens en sciences de l'environnement par exemple). L'idée étant de permettre le croisement des regards afin d'obtenir une expertise collégiale disposant d'une diversité culturelle.

Ce que le chercheur montre dans sa thèse c'est qu'il y a une valeur ajoutée lorsqu'on organise la chose en deux temps. L'expertise mono-culturelle du premier temps permet l'organisation d'une controverse dans le second. Ce premier temps permet d'obtenir des positions subjectives.

Il y a une Unité d'Enseignement en préparation les Sciences et Vie de la Terre et les enjeux du monde contemporain et contenant une démarche de projet. Ce sera aux étudiants de trouver à partir d'une présentation du dispositif des îlots de rationalité et d'une mise en situation réelle. L'expérience doit leur permettre de connaître les rouages et limites du

dispositif et de s'en servir dans leur futur métier. Le chercheur a l'espoir qu'ils comprennent mieux la complexité de ces questions dans lesquels règnent incertitude et projection dans l'avenir.

L'expérimentation va être menée pendant 3 ans et s'inscrire dans un projet européen avec 19 universités. Cela permet l'échange de dispositifs et scénarios pédagogiques afin de favoriser la réutilisation d'un pays à l'autre.

L'analyse de cette démarche pourrait permettre d'observer la nature de la motivation des élèves : vont-ils toujours être avant tout dans une relation classique professeur/élève et à la recherche d'une bonne note ou vont-ils avant tout s'intéresser à l'engagement dans l'action ?

"Il s'agit d'une expérimentation qui va être menée durant 3 ans et s'inscrire dans un projet européen avec 19 universités. On échange des dispositifs et scénarios pédagogiques pour si ce qui a marché dans un pays peut être réutilisé dans d'autres".

E. Les difficultés et les atouts

Les difficultés liées à cette démarche :

- Démarche qui est quand même un peu imposée ; les trois temps sont imposés par la recherche même si le reste est négociable à l'intérieur de ce cadre ;
- Difficile de voir les étudiants plus de quatre fois dans l'année et les interventions en maters sont très ponctuelles.

Expérience 10

Forum des jeunes pour le Plan Climat, Conseil de Développement

→ **Porteur du projet** : Grand Lyon, Direction Prospective et Dialogue Public. Emmanuelle Gueugneau, chargée de mission participation citoyenne, elle accompagne les travaux du Conseil de Développement qui est l'instance de participation citoyenne sur les politiques publiques du Grand Lyon.

Le forum des jeunes pour le Plan Climat

A. Participants, publics, parties prenantes

Environ 40 personnes durant une soirée de 18h à 21h.

B. Descriptif, démarche, déroulement

- Les 10 membres les plus engagés du Conseil de Développement ont construit avec l'équipe de la Mission Participation citoyenne, les questionnements et les ateliers afin d'alimenter le groupe Plan Climat. Ils ont été chargés de l'animation mais n'intervenaient pas pendant les échanges de la soirée.
- Le Conseil de Développement voulait la parole des jeunes (18 à 30 ans) ce qui a pris la forme d'un forum des jeunes, bâti très rapidement. Les réseaux utilisés pour trouver les participants à ce forum étaient très diversifiés : AFIJ, missions locales, MJC, fédération des centres sociaux, prof d'universités, associations étudiantes, ISARA... Il ne s'agit pas de jeunes encartés dans des partis politiques. En outre, un forum de jeunes sur les métiers de l'urbanisme avait déjà été organisé par le Conseil de développement mais se voulait très spécialisé ; ce n'est pas le cas ici.
- Les jeunes ont reçu le compte-rendu et des photos pour ceux qui avaient laissé leurs adresses mails, ils ont été invités à la séance plénière de présentation de la contribution au Vice-président B. Charles, quelques-uns ont continué à participer aux travaux. Beaucoup ont entendu parler du conseil de développement à ce moment-là alors qu'ils ne connaissaient pas.
- Mise à part le forum des jeunes et le groupe Plan Climat il n'y a pas eu d'autres démarches spécifiques mises en lumière.

C. Les atouts

Des atouts à souligner :

- Les propositions contenues dans la contribution ont été construites à la fois sur la base des réflexions du groupe Plan climat mais aussi sur celles du forum des jeunes. *"Ce qui est sorti était super frais, ce ne sont pas les discours types qu'on est habitués à entendre dans ce type de réunion".*
- Toutes les propositions émises ont été prises en compte (le volet sociétal du plan Climat Énergie s'appuie fortement sur la contribution du Conseil de Développement).

Le Conseil de Développement du Grand Lyon (avant 2015)

A. Descriptif, démarche et déroulement

Un travail a été mené lors du renouvellement des membres sur le tirage au sort de citoyens volontaires en 2010. Il est demandé aux structures du collège de la vie associative de mobiliser des jeunes. Le collège "citoyens volontaires" est composé de 55 personnes tirées au sort avec une pondération pour obtenir davantage de jeunes de moins de 25 ans et ainsi favoriser la participation des étudiants. Un tiers des 400 candidatures sont celles de volontaires de moins de 40 ans et 10% de moins de 25 ans. La plus

grande partie d'entre eux sont des diplômés bac +4 ou +5 et qui viennent au CdD pour acquérir des compétences ou simplement dans une stratégie de premier emploi.

B. Les difficultés

Des limites claires :

- Une fois tirés au sort les jeunes ne restent pas forcément. Il s'agit d'une instance qui peut être complexe pour des jeunes d'autant plus s'ils sont peu diplômés.
- Très peu de personnes connaissent le Conseil de Développement, son fonctionnement, le fait que même les associations peuvent siéger... Pour le moment il a surtout été l'instance privilégiée de la concertation au Grand Lyon. Par exemple, sur le futur système de traitement des déchets, sur le volet prévention, nous avons fait appel à des "membres associés" et non à des titulaires parce que certaines thématiques intéressantes pour la démarche n'étaient pas portées par des membres titulaires (ex du compostage).
- Globalement, la participation des jeunes est faible, le format n'est pas véritablement adapté et la question de la légitimité peut être une barrière pour certains. En effet, il n'est pas forcément évident de se sentir suffisamment à l'aise pour prendre la parole sur nombre de thématiques.
- Les membres reconnaissent avoir du mal à leur laisser de la place. Il y a eu l'idée de créer une commission "jeunes" ou des GT composés uniquement de jeunes. Cependant, avec de tels dispositifs, le risque serait que le volet « force de proposition » auprès de l'institution soit réservé aux commissions ou groupes de travail traditionnels et que ce qui émergerait de ces « dispositifs jeunes » ne soient pas intégrés.

Une journée de co-formation multi-acteurs

A. Présentation de la journée de co-formation

La participation active et reconnue des jeunes constitue un levier essentiel dans la prise en compte du développement durable du territoire. En leur donnant les moyens d'agir, l'éducation à l'environnement peut être source de motivation à s'engager en permettant aux enfants, adolescents et jeunes adultes de s'impliquer dans la vie de leurs territoires, de prendre des initiatives et d'agir avec les autres. Il s'agit de favoriser une éducation au choix qui invite à l'engagement dans l'amélioration de la qualité de vie de tous, dans tous lieux d'éducation et tous projets éducatifs locaux.

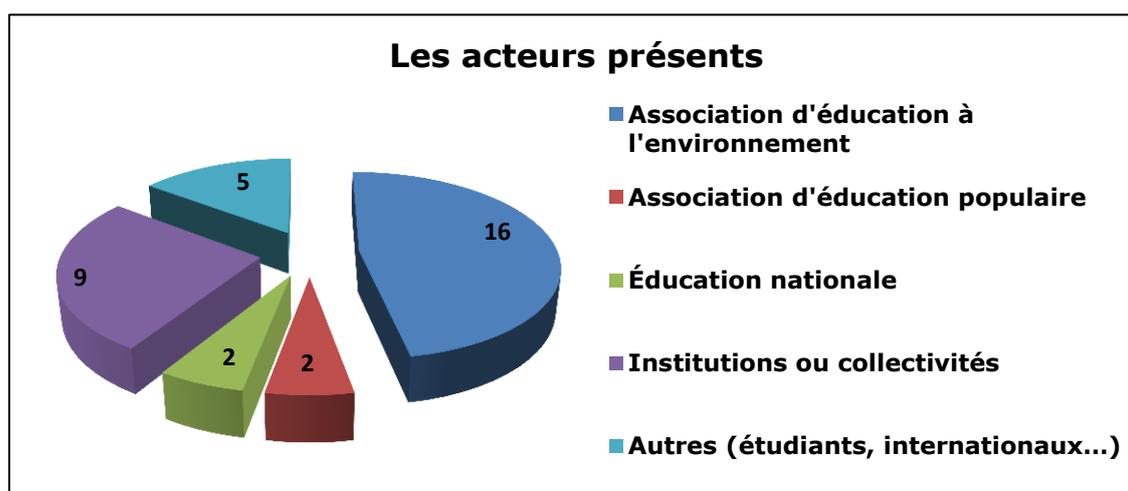
Le 11 mars 2015 avait lieu une journée de formation multi-acteurs à la Métropole de Lyon. Elle réunissait une quarantaine d'acteurs de l'éducation à l'environnement, de l'éducation populaire et de l'éducation nationale ainsi que des représentants des collectivités.

À travers des jeux, des débats et des ateliers d'échange elle visait à :

- identifier les enjeux de la participation des jeunes à la transition écologique de leur territoire ;
- permettre aux acteurs de questionner leur(s) propre(s) posture(s) éducative(s) ;
- préciser les manières de faire de la place aux jeunes dans des projets d'éducation à l'environnement et à la citoyenneté active ou dans les instances démocratiques présentes sur le territoire.

Le déroulement de la journée :

- 9h30-10h : accueil des participants
- 10h-10h40 : introduction de la journée
- 10h40-11h30 : débat mouvant « Participation des jeunes : objet politique ou objet éducatif ? »
- 11h30-13h : ateliers de partage et enrichissement de pratiques
- 13h-14h : repas
- 14h-14h45 : jeu en grand groupe « Qui sont les jeunes ? »
- 14h45-16h15 : ateliers de partage et enrichissement de pratiques
- 16h15-16h45 : évaluation dynamique de la journée
- 16h45-17h : conclusion et perspectives



B. Introduction de la journée

Olivier Martel, responsable du plan d'éducation à l'environnement à La Métropole de Lyon, a remercié le GRAINE et a souligné l'importance du travail qui a été réalisé. Il a rappelé l'évolution de l'éducation à l'environnement dans les politiques publiques et notamment à l'échelle du territoire. En effet, c'est en 2006 que l'écocitoyenneté s'est développée dans les politiques publiques. Il a insisté sur l'essor du plan d'éducation à l'environnement qui accueille chaque année 2 nouvelles associations partenaires. Cela laisse planer des interrogations sur la complexification de l'articulation des partenariats. En outre, de nombreuses initiatives ne se formalisent plus en association et il est nécessaire de se questionner sur la manière de les intégrer. Pour lui, la question centrale est celle de la méthode à adopter en tant que collectivité pour soutenir et être partenaire des associations tout en optimisant l'argent public.

Anne-Marie Comparini, présidente du Conseil de Développement de la Métropole a mis en avant les principes de la démocratie participative. Elle a admis que si le recueil de l'avis des citoyens est nécessaire, il est indispensable d'aller plus loin, de diffuser pour que chacun ait la possibilité de devenir acteur. Cette démocratie participative englobe également les nouvelles formes d'engagements évoquées par Olivier Martel.

Frédérique Resche-Rigon, co-présidente du GRAINE Rhône-Alpes, a rappelé que l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) doit contribuer à ce que chacun puisse agir. En tant que réseau, le GRAINE Rhône-Alpes se veut être un carrefour d'échanges et de réflexions et a donc un rôle important dans le développement de la capacité des citoyens à agir. Il est d'ailleurs fortement attaché au "faire ensemble" comme il l'a prouvé en coordonnant l'organisation des 3^{ème} Assises Nationales de l'EEDD en mars 2013. Il s'agit également d'une approche du vivre ensemble ; c'est en cela que l'éducation populaire et l'EEDD partage la signification du terme STAR : solidarité, tolérance, autonomie et responsabilité. Pour elle, les mots "démocratie" et "participative" doivent être rapprochés de plus en plus ; la société en a tout besoin que du bien-être territorial. Le GRAINE défend une éducation à l'environnement tout au long de la vie et est convaincu qu'elle peut permettre aux jeunes de s'impliquer dans la vie de leur territoire en leur donnant les moyens d'agir avec les autres et de prendre des initiatives. Pour ce faire, le partage d'expériences et la coformation des acteurs sont des outils indispensables.



Plénière d'introduction de la journée. Crédit GRAINE

Elise Ladeveze, animatrice de réseau au GRAINE Rhône-Alpes a souhaité mettre en avant l'intérêt d'une coresponsabilité de la société civile pour répondre aux enjeux de la transition écologique et de la participation des jeunes. En effet, la mise en commun des savoir-faire et des moyens mais aussi le fait de percevoir les jeunes comme parties prenantes et non simplement comme public pourraient permettre de mieux les impliquer et les associer sur des projets de transition écologique de nos territoires. En outre, de nombreuses initiatives sont peu connues ou valorisées d'autant que cela implique bien souvent une complémentarité à encourager pour une connaissance partagée de la diversité des actions engagées sur le territoire du Grand Lyon. Elle a ensuite énoncé les objectifs de la démarche menée par le GRAINE Rhône-Alpes et la Métropole de Lyon puis rappelé ses étapes et les acteurs ayant contribué. Enfin, elle a proposé un premier résumé des résultats des entretiens menés auprès de ces acteurs pour conclure sur la présentation du programme de la journée.

C. Le débat mouvant

Format : Des affirmations ont été exposées aux participants qui devaient ensuite se positionner selon leurs opinions. On a ainsi établi une ligne centrale de démarcation. D'un côté se trouvaient les personnes qui étaient d'accord ; de l'autre celles qui étaient en désaccord. Plus une personne était éloignée de la ligne de démarcation plus son accord/désaccord était important. Les participants avaient également la possibilité de rester sur la ligne centrale qui représentait le doute. Une fois les personnes positionnées, le débat pouvait débuter et chacun pouvait se déplacer au fur et à mesure des discussions s'il changeait d'avis et prendre la parole pour expliciter sa position.



Les participants se positionnent pour la première affirmation du débat mouvant. Crédit GRAINE

➤ **Affirmation 1 :** « *la parole des jeunes est toujours bonne à prendre* »

Les participants étaient en très grande majorité d'accord en mettant en avant le fait que la parole de tous est bonne à prendre ; il s'agit d'un principe général qui ne s'applique pas qu'aux jeunes. De plus, même la parole irrespectueuse a quelque chose à exprimer (on peut penser aux épisodes de voitures brûlées en banlieues).

Cependant, quelques-uns restaient dans le doute s'interrogeant sur la signification du terme "prendre" car recueillir un avis n'est pas donner du pouvoir et il faut prendre garde à la posture de l'éducateur meneur qui rabaisse la parole des jeunes.

Certains participants n'étaient pas d'accord avec l'affirmation l'accusant de démagogie et insistant sur l'importance de la nuance. Pour eux, le "toujours" était de trop et la parole des jeunes n'est pas meilleure à prendre qu'une autre.

➤ **Affirmation 2 :** « *débattre et participer quand on est jeune permet de mieux s'impliquer dans la démocratie locale* »

On notait un large accord des participants mais la plupart étaient proches du doute. Ils avançaient le fait que c'est une éducation nécessaire pour croire en soi et se sentir capable de "faire des choses". La participation s'apprend sans quoi il est possible que cela ne nous vienne même pas à l'esprit. En outre, il est très rare que notre opinion et nos doutes sont écoutés voire attendus ; il est donc essentiel d'encourager la création de tels espaces. La relation paraît logique puisque la culture et l'éducation ont une forte influence sur notre devenir. Néanmoins, cela reste un levier parmi d'autres.

Cette dernière idée est également mise en avant par les personnes qui étaient désaccord et celles qui doutaient. Ceux-ci ajoutaient que la parole ne se donne pas, il faut la prendre. Le terme "participation" est bien trop flou ; le lien est donc loin d'être évident. Pour eux, c'est la question de la motivation qui reste centrale. Cette forme d'éducation pourrait d'ailleurs même avoir l'effet inverse en provoquant un éloignement, un dégoût des institutions et de l'engagement démocratique.

➤ **Affirmation 3 :** « *les jeunes ont toujours besoin de réinventer la poudre* »

Il s'agit de l'affirmation pour laquelle les opinions ont été les plus partagées. Si, pour les partisans de l'affirmation, réinventer s'avère nécessaire, il est essentiel que le processus ne soit pas descendant. Il ne

s'agit pas d'une transmission mais réinventer semble logique pour des personnes de générations différentes mais issues d'une même culture.

Les participants qui doutaient se sont interrogés sur la raison de la présence du terme "toujours" et estimaient qu'au contraire les jeunes ne réinventent pas suffisamment souvent ce qui existe déjà.

Finalement, pour les personnes en désaccord, il s'agit simplement d'appropriation ; elle est nécessaire mais il est indispensable pour les jeunes d'aller plus loin.

D. Jeu en grand groupe

Format : 8 groupes de 4 à 5 participants ont été formés afin de discuter puis de s'exprimer au sujet d'affirmations proposées par l'animateur. Pour ce faire, 3 cartons exprimant l'accord, le désaccord ou la nuance étaient à leur disposition.



Les participants sont répartis sur les 8 tables et les discussions peuvent débuter ! Crédit GRAINE

Affirmation 1 : les jeunes ne s'intéressent plus aux enjeux de société

6 groupes "pas d'accord"

- Le terme "intéresser" n'implique pas un engagement concret et lorsqu'un jeune se plaint du prix de quelque chose c'est aussi une façon de s'exprimer sur le coût de la vie.
- Tout le monde a des valeurs y compris les jeunes. De ce fait, ils sont forcément intéressés par les enjeux de société.
- Les nouvelles contraintes (économiques, culturelles, temporelles) influencent la société et touchent les jeunes ainsi que les formes de leur engagement. Cela n'implique aucunement qu'ils manquent d'intérêt pour les enjeux de société, toutes sphères socio-économiques comprises.
- Le désengagement des jeunes vis-à-vis des formes "connues" pensées par les institutions n'implique pas un manque d'engagement de leur part. Il n'est pas rare que les collectifs, les réseaux sociaux ou une implication à une échelle internationale leur soient préférés.
- L'exemple des manifestations faisant suite aux attentats contre Charlie Hebdo en janvier prouve le contraire.
- Il est également pertinent de se questionner sur le sens du terme "enjeux de société" puisque ce sont les adultes qui définissent les sujets considérés comme tels ; les jeunes peuvent avoir une perception différente en la matière.

2 groupes nuancés

- En Guinée, les jeunes s'interdisent de se préoccuper des enjeux s'ils n'ont pas l'âge ou la culture suffisante. En France, les réalités sont différentes. Les jeunes s'intéressent mais disposent rarement d'une vision globale et d'une entrée thématique précise (argent, sexualité, inégalités...). Il manque un système qui mette en rapport les jeunes entre eux mais aussi leurs préoccupations entre elles.
- Tout le monde n'est pas d'accord dans le groupe sur le sens des termes "enjeu" et "société". Les jeunes ne s'impliquent pas forcément en passant par les voies politiques. Par exemple, les lycéens qui se mobilisent contre l'expulsion d'une élève sans papier. Cependant, on peut constater qu'ils manquent de critique sociale, de regard critique sur l'information et les médias.

Affirmation 2 : pour toucher les jeunes il faut obligatoirement passer par les réseaux sociaux

2 groupes "pas d'accord"

- Les réseaux sociaux sont un outil trop exclusif. Certains jeunes n'y sont pas présents et d'autres ne les utilisent que pour raisons personnelles mais pas pour s'informer ou s'engager. On accorde trop de place aux réseaux sociaux, c'est pourtant une information trop standardisée, trop rapide, qui manque de contenus, et ne stimule pas un engagement sur la durée.
- C'est un outil parmi d'autres, mais qui va souvent vers des messages simplistes n'invitant pas à une réflexion de fond.

2 groupes nuancés

- En nouvelle Guinée Facebook est devenu l'outil de communication pour toucher toute le monde, même dans les lieux où internet, la télévision et la radio sont absents : toute la population y accès via le téléphone. Cela permet vraiment d'impliquer les jeunes et de les appeler à des rassemblements et des rencontres. En France il y a plutôt une méfiance vis-à-vis de ces outils, une peur de l'information non maîtrisée. Cela semble tout de même être un bon outil pour annoncer des événements
- Il s'agit d'un outil utile pour diffuser mais il n'est pas exclusif. Il ne s'agit pas d'exclure ceux qui n'utilisent pas les réseaux sociaux. Ainsi, il faut privilégier la multiplicité d'outils et vecteurs d'information.
- C'est un bon outil pour toucher une majorité de jeunes mais il faut privilégier la complémentarité selon le sujet et le public visé.
- Que veut-on dire par « toucher », y-a-t-il une dimension émotionnelle ?
- Les réactions à cette affirmation montrent qu'il y a une forme de jugement des réseaux sociaux alors qu'ils permettent de diffuser et de partager l'information, de trouver des financements (participatifs, crowdfunding), d'encourager la mobilisation... Il y a une relation réelle entre l'engagement des jeunes et les réseaux sociaux aujourd'hui.
- Les réactions illustrent une conception descendante des réseaux sociaux qui peuvent pourtant être vecteur d'une remontée d'informations et d'une plus grande participation notamment à une échelle locale.

E. Les ateliers

Format : Durant la fin de matinée et le début d'après-midi, les participants se sont répartis (inscriptions effectuées au préalable) sur des ateliers thématiques. C'est un temps où un binôme d'intervenants a proposé de partager ses expériences pédagogiques ; les participants étaient ensuite invités à débattre, échanger et réfléchir en ce qui concerne leurs pratiques dans le cadre du thème de l'atelier. Les intervenants n'adoptaient pas une posture d'expert sur de bonnes pratiques à suivre. Il s'agissait simplement d'effectuer un retour d'expériences centrées sur la place accordée aux jeunes, pour lancer les échanges à partir d'éclairages concrets.

L'objectif de ces ateliers était double :

- Émettre des critiques constructives à partir de pratiques existantes chez les différents acteurs présents en vue d'améliorer les pratiques de chacun ;
- Mettre en avant les ingrédients essentiels et points de vigilance sur un paperboard pour élaborer un projet impliquant les jeunes.

Les 3 ateliers du matin :

- Le tout participatif : **Est-ce que les jeunes doivent participer à toutes les étapes et toutes les décisions ou faut-il donner un cadre contraint à l'intérieur duquel ils participent ?**
Avec Fréquence Écoles et les Robins des Villes.
- Passage à l'acte : **Est-ce problématique que les propositions des jeunes ne soient pas suivies d'actions ou de prises de décisions ?**
Avec l'Agence Locale de l'Énergie et Anciela.
- Scientifique, participatif ou les deux ? **Comment concilier le recueil de données en sciences participatives et la démarche éducative ? Est-il possible de construire la démarche d'investigation de manière participative ?**
Avec Arthropologia et l'Inspection académique du Rhône.

Les 4 ateliers de l'après-midi :

- Les partenariats qui vont bien ! **Comment concevoir un projet avec la collectivité pour permettre la participation concrète des jeunes ?**
Avec les Robins des villes et l'Agence Locale de l'Énergie.
- Le parcours de la méthode : **Quelles techniques d'animation pour favoriser la participation des jeunes à toutes les étapes d'un projet ?**
Avec la FRAPNA Rhône et Anciela.
- Dedans ou côte à côte ? **Faut-il mettre en place des instances démocratiques dédiées aux jeunes ou encourager leur participation aux instances existantes ?**
Avec les Francas du Rhône et la Direction de la prospective et du débat public du Grand Lyon.
- Trouver la forme ! **Quels formats (formes, durée, contenus, méthodes) pour favoriser la participation des jeunes ? Comment partir des usages des jeunes pour favoriser leur participation ?**
Avec Conscience et Impact Ecologique et Fréquence Ecoles.

L'ensemble des productions des ateliers a été intégré dans la partie « Place des jeunes : diagnostic partagé » de ce document.



En pleine élaboration du Paperboard. Crédit GRAINE

F. Évaluation de la journée :

Format : L'ensemble des participants forme un cercle. L'animateur pose une question ouverte d'évaluation après l'autre (sur le rythme, les échanges, la co-formation, l'interconnaissance, les poursuites concrètes, le réinvestissement dans les pratiques de chacun...). Après chaque question, les personnes souhaitant répondre s'avançaient d'un pas vers le centre du cercle et proposaient leur réponse, si d'autres participants étaient d'accord avec sa réponse ils s'avançaient eux aussi d'un pas. Ensuite tout le monde recule et si un autre participant avait une autre réponse il pouvait la proposer à son tour et ainsi de suite. Après que toutes les questions d'évaluation aient été formulées, chaque participant était libre de proposer sa propre question. Cette technique permet à l'évaluation d'être plus participative, visuelle et dynamique.



Les participants sont réunis pour l'évaluation dynamique à la fin de la journée. Crédit GRAINE

L'opinion générale concernant le déroulement de la journée est très bonne. L'ensemble des participants semblent s'accorder sur sa réussite aussi bien en termes de dynamique que de format. **Beaucoup jugent l'événement utile pour l'élargissement de son propre réseau du fait de la présence de nombreux acteurs institutionnels et des domaines éducatifs. De ce fait, la possibilité d'obtenir de nouveaux contacts a été appréciée. De même, en ce qui concerne l'appropriation de méthodes d'animation utilisées lors de la journée. Finalement, les participants ont pu bénéficier de visions différentes, d'un regard critique sur leurs activités et manières de faire respectives.**

Une partie des participants se dit un peu frustrée par l'absence de restitution suite aux ateliers. À l'inverse, d'autres considèrent que les restitutions ne sont guère utiles et qu'elles contribuent négativement à la dynamique de l'événement.

Quelques remarques ont tout de même été formulées. On regrette le fait que tous les ateliers aient été organisés dans la même salle car cela pouvait poser des problèmes d'interférences sonores pour certains groupes. De même, on déplore le manque de temps pour débattre. En outre, beaucoup reconnaissent le caractère incontournable de l'introduction de la journée mais la jugent trop longue. **Enfin, si la composition des participants est effectivement variée, une plus importante présence de jeunes et d'internationaux aurait été appréciable.**

Certains estiment qu'il serait envisageable de poursuivre cette démarche en faisant venir des jeunes afin de leur présenter les pratiques mises en place et de leur proposer de réagir à celles-ci.

Tous encouragent l'organisation de formation multi-acteurs comme celle-ci sur d'autres thématiques.

Conclusion

Ce projet porté en 2014-2015 par le GRAINE Rhône-Alpes en partenariat avec la Métropole de Lyon, avait pour but de s'appuyer sur les savoirs et savoir-faire de chacun pour une mise en commun dans une démarche d'amélioration collective. À travers le processus de coformation (diagnostic partagé sur la participation des jeunes, recueil d'expériences, et coconstruction de la journée de formation) se constitue une communauté d'apprentissage entre acteurs pour favoriser la participation des jeunes à la transition écologique du territoire. La plus-value de cette démarche sur le territoire est passée par l'interconnaissance des acteurs dans leur diversité, une montée en compétence basée sur le partage de pratiques et de constats partagés, pour une plus grande place faite aux jeunes.

Il convient d'insister sur certains éléments à prendre en compte lorsque l'on initie une démarche d'éducation et de participation auprès des jeunes et dont l'importance a été maintes fois soulignée pendant ce projet. En effet, se faire connaître auprès des élus, directions et l'ensemble des parties prenantes qui peuvent être touchées par le projet augmente les chances de disposer des moyens nécessaires afin de pérenniser le projet tout en permettant son ancrage sur le territoire. Cela ne suffit pas toujours et il est nécessaire d'être inventif en la matière ; il est également préférable que les objectifs soient partagés avec l'ensemble des partenaires et acteurs éducatifs. Finalement, il ne faut pas oublier les différences de cultures professionnelles qu'il faudra parfois faire en sorte de déconstruire pour tendre vers une participation active des jeunes.

Pour conclure, le contenu de ce document et la réussite de la journée de coformation sont essentiels pour la mise en réseau des acteurs. En effet cette expérimentation de formation multi-acteurs sur un thème choisi dans un territoire est **une démarche qui s'avère transférable à d'autres territoires et à d'autres thématiques**. En toute adéquation avec priorités pour l'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable qui furent définies durant les 3^{ème} Assises de l'EEDD (mars 2013):

- Consolider et développer des partenariats entre acteurs économiques, associatifs et publics, ancrés dans les territoires ;
- Renforcer la mise en réseau des acteurs, les temps d'échange et de rencontre, avec le souci de les ouvrir à de nouveaux secteurs, tels que le monde de la recherche et de l'entreprise ;
- Réaffirmer la nécessité de la formation et même de la coformation constante, pour tous, que l'on soit élu, technicien, professionnel, associatif ou citoyen ;
- Encourager au maximum l'implication citoyenne sous toutes ses formes, de la sensibilisation à la coproduction, en passant par la concertation, la participation voire la cogestion de projets communs ;



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France

La Métropole de Lyon

La Métropole de Lyon s'est dotée d'un Plan d'éducation au développement durable (PEDD) qui crée des impulsions, permet l'innovation et met en réseau de nombreux projets sur le territoire de l'agglomération. Elle a affiché sa volonté et ses objectifs à travers ses dispositifs territoriaux tels que son Agenda 21.

Quelles que soient les thématiques abordées, le PEDD du Grand Lyon démontre une volonté forte de favoriser le travail et les collaborations entre toutes les associations. Il a permis de créer et de publier dix livrets-ressources thématiques : ces documents téléchargeables par tous sont notamment à la disposition auprès de porteurs de projet et des enseignants.

Contact : Olivier Martel

Mail : omartel@granlyon.org

GRAND LYON
la métropole

Métropole de Lyon
20, rue du Lac
CS 33569
69505 Lyon Cedex 3
Tél : 04 78 63 40 40

www.grandlyon.com

Le GRAINE Rhône-Alpes

Depuis plus de 15 ans, en Rhône-Alpes, les acteurs de l'éducation à l'environnement vers un développement durable (EEDD) ont la volonté de travailler ensemble, en réseau, dans un esprit de coopération. Réseau régional pour l'EEDD, le GRAINE Rhône-Alpes est ouvert à toute personne et à toute structure intéressées par l'EEDD : associations, institutions, collectivités territoriales, établissements scolaires, centres de loisirs, entreprises, professionnels de l'environnement, enseignants, animateurs, éducateurs... Tous sont partie prenante du réseau et acteurs d'une dynamique d'échanges et de réflexion visant à développer et à promouvoir l'éducation à l'environnement vers un développement durable dans la région Rhône-Alpes et l'ensemble de ses territoires.

Contact : Elise Ladevèze

Mail : elise.ladeveze@graine-rhone-alpes.org


Graine
Réseau Rhône-Alpes
POUR L'ÉDUCATION À L'ENVIRONNEMENT
VERS UN DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bureaux : 6 place Carnot – 69002 Lyon
Adresse postale : 32 rue Sainte-Hélène – 69002 Lyon
Tél. : 09 72 30 04 90

info@graine-rhone-alpes.org
www.graine-rhone-alpes.org

 facebook.com/graine.rhonealpes
 twitter.com/GRAINE_RA